



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2020-10-16 / 2020-10-31]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Vendredi 16 octobre.

Sud-Kivu : le gouvernement provincial menace de fermer tout établissement scolaire qui ne respecte pas les mesures barrières. Le ministère provincial de la santé, Cosmos Kusimwa affirme détenir un rapport sur le non-respect des mesures barrières dans certaines écoles de Bukavu depuis le lundi 12 octobre, jour de la rentrée scolaire. Il demande aux gestionnaires scolaires de se référer au protocole d'accord signé entre le secteur de la santé et le secteur éducatif pour cette fin.

Nord-Kivu : les aveugles de Goma plaident pour la promotion de leur éducation scolaire. "Pour ce qui concerne les autorités nationales, je voudrais qu'elles considèrent les aveugles comme les autres personnes car, comme vous pouvez le constater, les aveugles ont les mêmes droits que les autres. Et nous sommes en train de voir le Président de la République se démener pour voir comment il y aura la gratuité de l'enseignement pour tous. Mais il semble que les aveugles sont parmi les défavorisés parce que dans cette province par exemple, voir un aveugle qui a étudié c'est rare. Raison pour laquelle, nous avons voulu interpeller les autorités provinciales, nationales, voir même internationale pour qu'elles se rappellent que même notre province du Nord-Kivu a des aveugles qui auraient voulu étudier mais peut-être qui n'ont pas de moyen. Le peu d'aveugles étudient parce qu'il y a des associations qui les prennent en charge, alors qu'un aveugle peut avoir aussi des responsabilités dans ce pays si et seulement s'il est bien encadré". La journée mondiale de la canne blanche a été décrétée en 1970 par l'Union Mondiale des Aveugles.

Les ministres Marie Ntumba et Azarias Ruberwa attendus à l'Assemblée nationale. Deux ministres du gouvernement Ilunga Ilunkamba seront interpellés dans les 8 prochains jours à l'Assemblée nationale. Il s'agit de celle des Affaires étrangères, Marie Ntumba Nzenza, et celui de la Décentralisation, Azarias Ruberwa. Cette décision a été prise lors de la plénière à huis-clos de jeudi 15 octobre à la Chambre basse.

Beni : reprise des audiences à la Cour militaire opérationnelle dans l'affaire de l'incendie à la mairie et à la Monusco. 18 personnes sont mises en cause, notamment 12 agents de police et six officiers, poursuivis pour des infractions d'abandon de poste lors des opérations, violation des consignes et pillage. Dans leurs défenses, les policiers à la Barre ont rejeté tous les chefs d'accusations d'abandon de poste, violation des consignes et pillage. Pour eux, c'est le commandant en place qui a donné l'ordre de dégarnir leurs positions où ils étaient déployés. Le commissaire supérieur adjoint a indiqué que le jour de la manifestation qui a débouché sur cet incendie, c'est bien lui qui commandait les éléments de la police.

Mbuji-Mayi : 4 jours de sit-in des retraités de la MIBA. Les retraités, les licenciés, les veuves et les orphelins de la Société minière de Bakuanga (MIBA) étaient au quatrième jour de leur sit-in jeudi 15 octobre à la Division de l'administration et rémunération du personnel (DARP) de cette entreprise. Ils étaient plus de 100 personnes, enfants, jeunes et vieux, à avoir assiégés certains bureaux de la DARP, où ils passent la nuit à la belle étoile et d'autres installés sous la véranda. Ces ex-contractants en colère réclament la paie de leur rente de survie sur les 5 millions USD remis pour la relance des activités minières par le gouvernement congolais, a indiqué David Kalambayi, porte-parole du groupe.

Bakwa-Nkenge : plus de 13 000 enfants risquent de rater l'année scolaire (ONG ENAV). Le coordonnateur de l'ONG ENAV explique cette situation dû fait que plusieurs écoles avaient été détruites et manquent de tout, résultat des accrochages du mois d'août 2020 entre la population du groupement Bolempo, en territoire de Mweka et celle de Bena-Milombe, à Demba.

Encore 27 pêcheurs congolais torturés par les marins ougandais au lac Edouard. Les marins ougandais accusent ces pêcheurs d'avoir violé les frontières lacustres, affirment les représentants des pêcheurs. Ne pouvant pas les amener en Ouganda à la suite de restrictions dues à la COVID-19, ils les ont juste torturés copieusement avant de les relâcher. Cependant, huit moteurs hors-bords et cinq pirogues appartenant à ces pêcheurs ont été saisis.

Kongo-Central : 10 détenus s'évadent en pleine audience du tribunal de Matadi. Selon le président du tribunal de grande instance de Matadi, c'est après avoir comparus devant les juges pour association des malfaiteurs, viol et vol à main armée, ces prisonniers sont allés au fin fond de la salle des audiences pour manger. La marmite, qui était sensée contenir de la nourriture, contenait plutôt des sachets emballés d'eau pimentée. Pendant que les audiences se poursuivaient, ces prisonniers se sont attaqués à l'unique policier qui assurait leur surveillance, en lui jetant ces sachets d'eau pimentée et ont pris la fuite. La police d'intervention rapide est intervenue et a arrêté quatre détenus parmi les évadés.

Bandundu : rétablissement de l'électricité après une semaine de rupture. La ville était plongée dans le noir depuis plus d'une semaine, à la suite d'une panne technique au niveau du post de Maluku à Kinshasa. Ce manque d'électricité avait causé l'arrêt de plusieurs activités commerciales et autres dans la ville et a aussi occasionné la flambée des prix de certaines denrées alimentaires de première nécessité, notamment la farine de maïs, la farine de manioc, le charbon de bois, le riz, ainsi que les vivres frais, ont ajouté ces habitants. Toutes les activités, qui étaient à l'arrêt, ont repris depuis son rétablissement.

Kinshasa : manifestation des agents de l'ex-Onatra pour exiger la fermeture des ports privés illégaux. Lors d'un rassemblement monstre des agents et cadres de cette société tenu ce jeudi à Kinshasa, le délégué syndical de cette entreprise publique a rappelé qu'avec l'exécution de cette décision, la SCTP pourrait remonter ses recettes et renaître de ses cendres. Cette décision devrait être exécutée afin d'éviter le manque à gagner à cette société. Implantée dans 17 provinces, la SCPT compte plus de huit mille agents actifs, qui totalisent 32 mois d'arriérés des salaires. Cette entreprise de l'Etat doit payer également treize mille retraités.

L'ONG ACIDH invite les acteurs politiques à ne plus torpiller le processus électoral. L'ONG « Action contre l'impunité pour les Droits Humains » (ACIDH) recommande aux acteurs politiques de ne plus torpiller le processus électoral afin d'éviter les manifestations publiques, sources, selon lui, d'interpellations et d'arrestations arbitraires.

Les Etats-Unis prêts à appuyer le mandat de Felix Tshisekedi à la tête de l'UA. Washington est prêt à accompagner le Chef de l'Etat congolais, Felix Antoine Tshisekedi, futur président de l'Union africaine (UA), pour restaurer la paix et la sécurité dans l'est de la RDC. Sans la paix et la sécurité, en Afrique, tous les autres secteurs de la vie ne sont pas garantis, a affirmé la Représentante des USA à l'UA, Jessica Lapenn, au cours d'un point de presse.

Samedi 17 octobre.

Hausse de prix de carburant à Mbuji-Mayi. Le litre d'essence, qui se vendait il y a trois jours à 2.800 francs congolais, se négocie entre 3.200 et 3.500 francs congolais (1.75 USD). Cette hausse influe déjà sur le prix de transport en commun. L'Association des importateurs des produits pétroliers (APIKOR) évoque la loi de l'offre et de la demande.

Sud-Kivu : la société civile déplore la persistance de l'insécurité. Plusieurs cas d'insécurité sont signalés ces derniers jours, faisant des morts notamment dans la ville de Bukavu et dans les territoires de Kabare et Kalehe (Sud-Kivu). Il s'agit surtout d'attaques d'hommes armés qui opèrent la nuit causant mort d'hommes et qui dépouillent leurs victimes de leurs biens. Ces cas d'insécurité deviennent fréquents et cette situation nécessite une réaction des autorités compétentes.

Retour progressif de la population dans la cité de Pinga. Les sources administratives de Pinga et la société civile précisent que ces habitants disent être surtout réconfortés par la présence de la Monusco, qui a installé sa base à Pinga. Ils se disent faire confiance aux promesses d'une paix durable faites par le ministre Amé Ngoy Mukena. La population est rassurée également par les patrouilles diurnes et nocturnes menées conjointement par les casques-bleus indiens de la Monusco et les soldats des Fardc déployés dans la zone. Ce retour progressif est aussi justifié par la rentrée scolaire.

Tanganyika: le tronçon routier Kalemie-Nyunzu sécurisée par les Fardc. L'axe routier Kalemie-Nyunzu dans la province du Tanganyika -autrefois sanctuaire d'exactions des groupes Mai-Mai – est maintenant sécurisé. Cette situation a augmenté le nombre des usagers dans tous les deux sens du tronçon. Cette route est délabrée et nécessite une réhabilitation.

Lomami : la population de Lubao inquiète de la présence d'un cheptel bovin. Ces éleveurs, venus depuis un mois avec leur cheptel bovin, se sont installés dans les localités de Kilulu, à 12 km, à Kabi, à plus ou moins 30 km de Lubao et d'autres localités voisines de la province du Maniema et du Sud-Kivu. Déjà, quelques champs des paysans sont ravagés par ces bêtes. Le président de la société civile de Lubao, considère cette présence comme une occupation illégale et appelle les autorités à s'impliquer dans ce dossier. Pour lui, « ces gens-là doivent quitter ».

Kasaï-Central : plus de 120 femmes mortes pendant l'accouchement en 8 mois. Pour mettre fin à cette situation, l'exécutif provincial a installé, mercredi 14 octobre à Kananga, un comité de surveillance des décès maternels. Ce comité de surveillance est piloté par le chef intérimaire de la Division provinciale de la santé. Il a reçu mandat d'analyser notamment les causes des décès dus à la maternité, en vue de proposer des solutions idoines à l'autorité provinciale. Le coordonnateur provincial du PNSR, Papy Ntumba, explique qu'il est facile d'éviter des décès liés à la maternité en province. Il encourage les femmes enceintes à recourir aux consultations prénatales et à s'abstenir surtout des méthodes traditionnelles d'accouchement.

Le gouvernement veut accélérer les préparatifs des jeux olympiques. Le 53ème conseil des ministres tenu vendredi 16 octobre à Kinshasa sous la direction du président de la République a abordé plusieurs sujets, dont les préparatifs des 9ème Jeux de la Francophonie attribués à la RDC. Le gouvernement s'engage à accélérer ces préparatifs de cet événement prévu en 2022. A cet effet, le ministre des Finances a été chargé d'ordonnancer les dépenses y relatives pour permettre au Comité national de ces Jeux d'entrer en possession de ses moyens d'action.

Kinshasa : ouverture de la session du réseau des parlementaires africains contre la corruption. La RDC est parmi les quinze pays les plus corrompus au monde, d'après le rapport de Transparency international, avec pour conséquences directes sur le niveau de vie de sa population et la persistance de la pauvreté, a fait observer la présidente de l'Assemblée nationale, Jeannine Mabunda. Elle l'a affirmé lors de l'ouverture du séminaire du Réseau des parlementaires de lutte contre la corruption (APNAC). Pour le président de l'APNAC, ce tableau sombre appelle à l'implication directe des parlementaires pour endiguer ce mal qui revêt plusieurs facettes. La corruption entrave la croissance économique et prive au trésor public de précieux moyens pour l'action, a souligné le président de l'APNAC, insistant sur la nécessité de renforcer le contrôle parlementaire.

La Grande Bretagne disposée à soutenir le processus de DDRC des ex-combattants. « Des discussions doivent être amorcées avec les autorités congolaises pour voir dans quel secteur apporter cet appui, cela en vue de contribuer à la pacification de cette province », a dit l'Ambassadrice de Royaume Uni en RDC. L'Ituri enregistre à ce jour plus d'un million six cent mille personnes déplacées, victimes des atrocités perpétrées par des groupes armés.

Des ex-combattants non-cantonnés créent l'insécurité à Lubero. Les organisations de la société civile de la partie sud du territoire de Lubero dénoncent la multiplication des cas de violations des droits de l'homme. Des combattants favorables à la démobilisation et abandonnés à eux-mêmes, faute d'encadrement conséquent, sont mis en cause. Ces derniers sont pointés du doigt comme étant les auteurs des tracasseries et exactions sur la population dans la région. Le cas récent est celui du kidnapping des quatre civils, orchestré par ces ex-combattants à Mapeera, dans la région de Kayina. La société civile locale demande que le processus de cantonnement soit accéléré pour que ces ex-combattants soient pris en charge.

Ituri : plus de 13 morts dans un conflit qui a opposé des jeunes de deux communautés à Irumu. Selon la société civile, l'incident est parti d'une dispute dans la journée entre deux groupes de jeunes dans le marché de bétail de Bakadinda. Dans la soirée, un des deux groupes de jeunes va s'en prendre à un jeune de l'autre groupe qui sera tué. En guise de représailles, des jeunes de ce groupe vont organiser une véritable expédition punitive. Ils ont abattu 13 personnes. « Tous les Ituriens ont besoin de la paix. Ne continuons pas à vivre dans des rivalités éternelles. S'il y a des problèmes entre deux communautés, la

solution n'est pas en tuant. L'Ituri n'a pas besoin de ce genre de comportement », a fustigé le ministre provincial de l'Intérieur.

Dimanche 18 octobre.

Kongo-Central : prestation de serment de 7 officiers de police judiciaire. Ces inspecteurs de la territoriale dont 5 hommes et deux femmes sont désormais revêtus de la qualité d'Officier de police judiciaire (OPJ), à compétence générale. Cette qualité d'OPJ leur octroie les prérogatives non seulement de contrôler, d'encadrer et de conseiller tous les territoriaux et leurs dépendants, mais aussi de les interpeller en cas d'infraction. Le procureur de la République près le tribunal de grande instance de Matadi les appellent à être les yeux, les oreilles et les mains du ministère public en l'aidant à constater les infractions commises par les animateurs de la territoriale dans le but de faire front aux antivaleurs.

Kasaï-Central : l'ASADHO demande à Félix Tshisekedi de réhabiliter Martin Kabuya et son gouvernement, en attendant que la Cour Constitutionnelle donne une suite à la cause qui est pendante devant elles sur l'inconstitutionnalité de la motion de censure de l'Assemblée Provinciale du Kasaï-Central, affirme M. Katende, le président de l'Association africaine de défense des Droits de l'Homme. Il se dit « très préoccupée » par la violation de la Constitution dans le processus qui a conduit à la censure du Gouvernement Provincial du Kasaï Central par l'Assemblée Provinciale en juin 2020. A l'Assemblée provinciale du Kasaï-Central de reprendre l'examen de sa motion de censure en garantissant à M. Martin Kabuya son droit de la défense tel que prévu par la Constitution comprenant un délai raisonnable pour préparer sa défense, conseille l'ASADHO.

Nord-Kivu : agents de l'Etat et miliciens impliqués dans la pêche illicite sur le lac Edouard. « Il n'y a pas une bonne mesure d'encadrement du côté RDC. Parmi les agents de l'Etat impliqués dans la pêche illicite, il y a notamment le chef d'antenne d'environnement y compris la force navale, qui sont accusés d'autoriser ou de faciliter les activités de pêche illicite sur le lac Edouard (...) Si les pêcheurs congolais continuent à être victimes des actes de barbaries de l'UPDF, c'est parce que chez nous il y a du désordre, et il n'y a presque plus de poisson », a décrié le député, Jean-Paul Ngahangondi. « Moi je suis en train de penser que pour mettre fin à cette situation que traversent nos pêcheurs, le gouvernement congolais doit d'abord réglementer les activités de pêche sur le Lac Edouard, mais également, que notre armée puisse traquer ces groupes armés afin que l'autorité de l'Etat soit rétablie », a proposé le député Ngahangondi.

Kasaï-Oriental : un nouveau cas de Coronavirus enregistré à Mbuji-Mayi. Ce qui porte à quatre, le nombre de cas détectés, avec un décès depuis l'apparition de cette épidémie le 25 août dernier, indique le ministre provincial de la Santé ad intérim, Liévin Mbuyamba. Il affirme que les résultats de ce 4e cas ont été signifiés il y a 3 jours à la province par l'Institut national des recherches biomédicales (INRB). Il demande ainsi à la population d'observer les mesures barrières pour se protéger et protéger les autres.

Lutte contre la Covid-19 à Beni : une ONG remet des kits de protection à l'Université officielle de Semuliki. « Notre objectif, c'est de renforcer la capacité de respect des mesures d'hygiène au sein de l'UOS, qui a une cour très vaste, avec quelques points de lavage de mains, mais ça ne suffit pas, donc c'est pour renforcer (...) Nous avons aussi donné les mégaphones pour permettre à ce que quand il y ait rassemblement, que la communication passe facilement, qu'il n'y ait pas de difficultés à atteindre le dernier étudiant dans l'auditoire », a expliqué Benjamin Asumani, le coordonnateur de l'organisation Jeunes patriotes consolidateurs de la paix (JPCP).

La ville de Mbuji-Mayi dans le noir. Les autorités de l'entreprise qui commercialisent le courant Energie du Kasaï ou ENERKA affirment qu'une machine est tombée en panne, sur les deux qui fonctionnent à la centrale hydro-électrique de Tshiala, située à près de 35 km de Mbuji-Mayi. Elles disent travailler d'arrache-pied pour réparer la machine. Une grande partie de la ville est plongée dans le noir. Le vendredi dernier, aucun endroit sur la ville n'a été éclairé.

Lundi 19 octobre.

Ex-Equateur : plus de 70 morts dans des accidents de navigation en 2 semaines. Il s'agit des baleinières, ces embarcations en bois, qui ont chaviré avec passagers et leurs marchandises à bord. Les trois cas d'accidents mortels sont survenus en pleine navigation nocturne sur la rivière Lulonga entre Mbandaka et Basankusu. Le dernier cas d'accident en date est celui survenu le 16 octobre. Vers 2 heures du matin, H/B Malou a heurté un bateau accosté sur la berge de Basankusu. La baleinière s'est totalement engloutie sous une barge avec une cinquantaine des passagers à bord et leurs marchandises. Deux jours auparavant, dans la nuit de mercredi à jeudi derniers, deux baleinières appartenant à la société Vanité sont entrées en collision, vers le village Boyeka, en aval de Basankusu. Les deux embarcations se sont disloquées,

avant de connaître un incendie des moteurs et de sombrer toutes sous l'eau. Le 3 octobre, un convoi de deux pirogues couplées a chaviré toujours au large de Boyeka.

L'ONG CASC appelle Felix Tshisekedi à convoquer un dialogue politique. Pour la recherche des solutions concertées aux maux qui minent la RDC et qui empêchent son développement, le Collectif d'action de la société civile (CASC) appelle à un nouveau dialogue politique. Il interpelle les Congolais et la communauté internationale afin qu'ils apportent leur soutien à cette initiative salvatrice, porteuse d'espoir. La déclaration du CASC rappelle son récent communiqué appelant à un dialogue pouvant permettre des réformes dans un cadre extra institutionnel, par une réconciliation qui devra passer par la vérité et le pardon, deux leviers nécessaires pouvant favoriser un climat de concorde au sein des tendances à la fois sociales et politiques. « Le partage du pouvoir n'est pas le mobile du dialogue auquel il appelle de tous ses vœux, mais la quête des solutions à travers des réformes », précise la même source.

Les coupeurs de route multiplient des attaques contre les motards sur l'axe Kalemie-Misisi. Et à chaque fois, d'après plusieurs sources, les motards et leurs clients sont dépouillés de sommes d'argent et autres effets personnels. L'alerte parvenue à Radio Okapi dimanche 17 octobre matin parle de l'attaque ce même jour de cinq motards à la hauteur de la localité Tulonge en province du Maniema. Une certaine confusion règne autour de l'identité des auteurs de ces attaques.

L'animal "Okapi" en voie de disparition dans la province de l'Ituri, alerte le ministre de l'environnement. Selon le ministre provincial de l'environnement, la réserve de faune à Okapi ne compte à ce jour aucun Okapi en captivité. Et pour cause, en 2012, un groupe de miliciens dirigé par un chef rebelle Morgan, avait massacré avec ses éléments, quatorze okapis qui étaient gardés sur ce site. Les rares autres qui sont encore dans la nature sont exposés aux attaques des braconniers qui leur font la chasse à cause de leurs chairs très prisées, selon des habitants. La réserve de faune à Okapi d'Epulu est à ce jour envahis par des creuseurs artisanaux d'or et des miliciens Maï-Maï. Selon les statistiques de la province, cette zone héberge aujourd'hui moins de 1000 Okapi. Et pourtant, d'après le recensement effectué en 2015, ils étaient autour de trois mille bêtes.

Sud-Kivu : les exportateurs des minerais menacent de suspendre l'achat et l'exportation du Wolframite. Ils protestent contre la Commission Nationale de la Mercuriale qui fixe le prix de ce minerai à plus de 13\$ au moment où ce même minerai se vend entre 6\$ et 8\$ sur le marché international. Les exportateurs des minerais demandent au ministère des mines de revoir cette situation le plus vite afin de faciliter la traçabilité des minerais du pays vers l'extérieur. Le président de la chambre des mines du Sud-Kivu, Me Joseph Kaziba Ziba, indique que la suspension des activités par ses membres ouvrirait grandement la voie de la fraude minière, dont le Wolframite.

Incendie du siège du CDER à Gemena : le parti décide de saisir la justice. Dans un communiqué, le Courant des Démocrates Renovateurs (CDER) affirme avoir décidé de saisir la justice à qui il demande de sanctionner sévèrement les auteurs intellectuels et matériels de cet acte terroriste. Les faits se sont passés dans la nuit du samedi 17 à dimanche 18 octobre, note le communiqué en précisant que huit assaillants ont débarqué à bord de motos et mis le feu au bâtiment abritant le siège Fédéral et la Radio de Développement de l'Ubangi. Grâce à la bravoure et la vigilance de la jeunesse du CDER commis à la sécurité du bâtiment, le feu a été heureusement maîtrisé.

Sud-Kivu : les opérateurs économiques membres de la FEC pour la création d'un guichet unique. « Nous, les entrepreneurs, les opérateurs économiques, je dirais les commerçants, on demande que le gouvernement puisse examiner la possibilité de créer un bureau ou l'Autorité Nationale des Revenus pour qu'il y ait un guichet unique global qui reprend tous les impôts. Que la DGI, DGDA, DGRAD soient toutes dans un organisme que l'Etat va créer, l'autorité nationale des revenus. Comme la Zambie, la Tanzanie, l'Ouganda, le Kenya ils sont leur "revenue Authority". Mais au Congo vous avez 100 personnes qui viennent intervenir pour récolter les taxes et tout ça entre dans les différentes poches. Mais si ça entre dans une seule caisse, un seul guichet, nous avons un seul interlocuteur, un seul guichet intégral qui reprend tout comme c'était à l'époque du Congo-Belge. Mais je vois que le président Felix Tshisekedi souhaite aussi qu'il y ait cet organe qui perçoit tout et c'est à lui le gouvernement de dispatcher ce qui revient à tel ou tel service », l'opérateur économique et ancien président de la Fédération des entreprises du Congo (FEC)/Sud-Kivu, actuel député national.

« Ecole morte » chaque lundi et mardi pour les enseignants de Kinshasa. Les enseignants membres du Syndicat des enseignants du Congo (Syeco) et ceux du Syndicat national des enseignants des écoles catholiques (Synecat) ont annoncé lundi 19 octobre le lancement de l'opération « Ecole morte ». Cette opération signifie que chaque semaine, ils observeront un arrêt de cours le lundi et le mardi jusqu'à ce que le Gouvernement trouve des solutions à leurs revendications.

Beni : 8 ans depuis le kidnapping de 3 prêtres assomptionnistes. Il s'agit des prêtres Jean-Pierre Ndulani, Edmond Kisughu et le curé Anselme Wasukundi, dont on n'a toujours pas de nouvelles. Cette nuit-là, des hommes armés, présumés

ADF, s'étaient introduits dans le couvent de ces religieux qu'ils avaient trouvés en train de regarder la télévision. Ils les auraient d'abord ligotés avant de les amener vers une destination inconnue. Cet enlèvement n'a jamais été revendiqué. Par ailleurs, les abbés Pierre Akilimali et Charles Kipasa, deux autres prêtres de la paroisse Notre-Dame des anges de Bunyuka, dans la chefferie de Bashu, au sud du territoire de Beni, kidnappés dans la nuit du 16 juillet 2017, n'ont jamais été retrouvés.

Les enseignants radicalisent leur mouvement de grève. Le mouvement est observé notamment en Ituri, au Kongo-Central, au Kasai-Oriental. Au Kongo-Central, ils exigent également la paie du deuxième palier, la suppression des zones salariales et l'augmentation et la régularité des frais de fonctionnement. De ce fait, les grévistes demandent aux parents de garder leurs enfants à la maison. Même situation au Kasai-Oriental, où près de cinquante enseignants étaient ce lundi dans les rues de Mbuji-Mayi. Aussi, en Ituri, des enseignants des écoles maternelles, primaires et secondaires du secteur public radicalisent depuis ce lundi 19 octobre leur mouvement de grève.

Kasumbalesa : la contrebande à l'importation fait perdre à la RDC d'énormes ressources (ministre). Conscients de ce triste constat, Kinshasa et Lusaka ont décidé d'unir leurs efforts pour non seulement combattre, mais surtout enrayer ce fléau. De prime abord, le ministre du Commerce extérieur de la RDC a rappelé qu'avec la Zambie, la République démocratique du Congo entretient des relations commerciales qui placent ce pays au 2e rang des pays africains avec lesquels ses échanges en volume et en valeurs sont les plus importants après l'Afrique du Sud. Les deux ministres ont aussi décidé de travailler sur la construction des postes frontaliers à arrêt unique. Selon Jean-Lucien Bussa, ce dossier est très avancé et les partenaires en développement de la RDC sont prêts à financer la construction et la modernisation de ces postes.

Goma : la coopérative Imara ouvre ses portes après 7 ans de fermeture. Près d'une centaine des membres présents ont été mis au courant de la reprise des activités d'épargne de leur coopérative fermée depuis 2013. Elles reprennent, principalement, grâce à un plan de redressement imposé par la Banque nationale, a affirmé la gérante Batetsi Kaneno Betty. La COOPEC-Imara a cessé le paiement depuis 2013, et au moins 57 millions de dollars des épargnants ont disparu, à Goma et à Kinshasa notamment. Et d'aucuns se demande toujours "qui va rembourser".

Tanganyika : les enseignants du SYNEP lèvent la grève. Dans un message sur la chaîne publique (RNTC), le président provincial adjoint de la société civile (Regroupement dynamique d'intégration chrétienne), Didier Talwa Ma Kengu, a appelé les enseignants des écoles protestantes du Tanganyika à reprendre leur travail ce lundi : « Après la tenue de l'assemblée générale du jeudi 15 octobre au samedi 17 octobre 2020, convoquée par le président provincial adjoint de la société civile, regroupement Dynamique d'intégration chrétienne, réunissant tous les délégués syndicaux des écoles conventionnées protestantes, avons décidé la levée de la grève dès ce samedi 17 octobre 2020. » Selon le secrétaire provincial de SYNEP, Moma Mulongoy, leurs revendications seront satisfaites incessamment.

Affaire Minembwe : Azarias Ruberwa affirme ne pas être concerné « ni de près, ni de loin ». Il répondait lundi 19 octobre à l'Assemblée nationale, à l'interpellation du député Muhindo Zangi. Ce dernier lui reproche l'installation du bourgmestre de la commune rurale de Minembwe au Sud-Kivu, amplifiant ainsi la tension communautaire et les soupçons de balkanisation de la RDC. Il parle d'une simple coïncidence entre leur mission de caravane de la paix conduite par le ministre de la Défense et cette installation du bourgmestre effectuée par le gouvernement provincial, après le départ de la délégation venue de Kinshasa. Il a fait remarquer que le sujet de l'interpellation porte sur une matière qui relève légalement et constitutionnellement de la province.

Le pays va mal, mais la coalition au pouvoir est dans la « guerre des positionnements » pour les élections de 2023, regrette la Cenco. Selon secrétaire général de la Conférence épiscopale du Congo, la coalition au pouvoir cherche « à contrôler la Ceni, à prendre position des réformes que le peuple congolais n'attend pas », alors que la situation de la RDC « va de mal en pis, et le pays est au bord de la faillite ». D'où le message lancé à l'endroit des Congolais intitulé « « Peuple congolais, ne nous laissons pas voler notre souveraineté ». Il affirme que les évêques ont pensé de s'adresser principalement au peuple congolais, « parce qu'ils sont convaincus que la situation de ce pays changera à partir du jour où ceux qui sont au pouvoir, de comprendront que pour demeurer au pouvoir ou y accéder, ils doivent servir les intérêts de la population. Sans cela, tout se fera pour leurs intérêts partisans. »

Nord-Kivu : le Syeco décrète une grève illimitée à Butembo. Cette grève intervient après l'expiration de l'ultimatum de huit jours, lancé au ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et technique (EPST), pour exiger le paiement des enseignants nouvellement engagés « nouvelles unités ou NU », la suppression des zones salariales et sa démission. Il menace de faire un sit-in devant le bureau de tout chef d'établissement qui ira à l'encontre de cette décision. Ce dernier devra ainsi payer le salaire des « nouvelles unités » indique, Jean Kasereka Kaposo.

Insécurité au Nord-Kivu : 54 écoles de Watalinga délocalisées, à Nobili du fait de l'activisme des groupes armés, notamment les rebelles des ADF dans le territoire de Beni, a constaté la société civile locale. Elle appelle les autorités congolaises à prendre les mesures qui s'imposent pour la restauration de la paix dans cette partie de la RDC. Selon le président de la société civile de Watalinga, plusieurs autres écoles abritent aussi les déplacés internes qui cohabitent avec les écoliers. Ces derniers occupent les salles de classe dans la journée et les déplacés prennent la relève à la tombée de la nuit.

Dr Bruno Miteyo Nyenge nommé chef de la Maison civile du Chef de l'Etat. Dr Miyero a exercé successivement les fonctions de Président de l'Ordre des Médecins vétérinaires, Coordonnateur du Service national de la promotion de l'élevage familial et des intrants Connexes au Ministère de l'élevage. Il était aussi membre des Conseils d'Administration de l'Université Loyola du Congo des Pères Jésuites. Il remplace à ce poste, Mgr Gérard Mulumba, évêque émérite du diocèse de Mweka, décédé le mercredi 15 avril 2020, à l'âge de 83 ans.

Mardi 20 octobre.

Des villages d'Irumu désertés à la suite de la recrudescence de l'insécurité. Après l'incident meurtrier survenu le samedi 17 octobre au marché de bétails à la suite d'une mésentente entre deux ethnies dans la région sur la route nationale numéro 27, plusieurs villages du territoire se vident de leurs habitants. D'après des sources locales, après cette attaque, environ 90% de la population ont fui et mènent une vie précaire dans leurs milieux de refuge, craignant des représailles des belligérants. Le député provincial élu du territoire d'Irumu, a appelé la population du milieu, principalement les jeunes à recourir au dialogue pour résoudre leur problème au lieu de recourir à la violence.

Multiplicité d'accidents sur la route Mavivi-Oicha : les autorités locales interpellent les conducteurs. Seize accidents de circulation routière ont été enregistrés en septembre et octobre 2020 sur l'axe Mavivi-Oicha, vers la partie Nord de la ville de Beni (Nord-Kivu). Selon la police de circulation routière, ces accidents sont majoritairement causés par des motos qui roulent souvent à vive allure et dont les conducteurs ignorent le code de la route. Le chef du quartier Nzuma à Mavivi, estime que ces accidents sont aussi causés par des conducteurs ivres.

Kwilu : la société civile plaide pour l'installation d'une banque à Gungu pour éviter les accidents à répétition. Depuis l'année 2019 jusqu'à ce jour, ce territoire a enregistré plus de quinze accidents de circulation routière dans le chef des enseignants. Ces enseignants sont victimes lorsqu'ils se déplacent précipitamment soit par moto ou par vélo, pour aller chercher leurs salaires lorsqu'ils apprennent que les agents payeurs de l'Ecobank sont y arrivés. Cette situation malheureuse est attribuée au manque d'une agence bancaire installée sur place à Gungu, pour effectuer la paie des enseignants.

Sud-Ubangi : fin du bicéphalisme à l'assemblée provinciale. Des mandats de trois suppléants, dont les titulaires ont été promus à des fonctions dans l'exécutif provincial ont été validés samedi 17 octobre à Gemena. La plénière, jugée de réconciliation, s'est tenue 3 jours après la démission du président réhabilité par la Cour Constitutionnelle. Il était déchu et toujours contesté par ses pairs malgré cette réhabilitation. Il a finalement décidé de rendre le tablier pour l'intérêt général et le développement de la province, mettant ainsi fin au bicéphalisme qui régnait sur l'organe délibérant du Sud-Ubangi.

Kananga : début des activités sur le lavage des mains dans les milieux scolaires. Le gouvernement du Kasai-Central a lancé lundi 19 octobre à l'Institut Bukole, au quartier Kamayi, en commune de Kananga, les activités sur la journée mondiale de lavage des mains. Cette année, le bureau urbain d'hygiène a mis l'accent sur le lavage régulier et correct des mains dans les milieux scolaires. Le ministre provincial de la Santé a recommandé l'adoption des pratiques d'hygiène en famille pour la prévention des maladies des mains sales. Le chef de bureau urbain Hygiène et salubrité, pour sa part, affirme avoir ciblé les écoles en vue d'amener les élèves à s'approprier cette pratique. La chef de bureau ai de l'Unicef aux Kasai, a de son côté, indiqué que cette année, la célébration de cette journée revêt un caractère particulier à la suite du coronavirus.

Bukavu : Élysée Munembwe vulgarise les réformes pour l'amélioration du climat des affaires. La vice-Premier Ministre, ministre du Plan, qui séjourne à Bukavu depuis dimanche, a visité des projets d'investissements locaux qui ont reçu certains avantages accordés aux investisseurs à travers l'Agence Nationale pour la promotion des Investissements et a également tenu à promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes car, l'Etat ne peut pas donner du travail à tout le monde. Pour la ministre, il y a une batterie de textes qui se mettent en place pour accompagner l'entrepreneuriat et particulièrement l'entrepreneuriat des jeunes: " Il se fait que les jeunes, c'est vrai, ils ont beaucoup d'initiatives. Mais ce sont des initiatives dans l'informel. Nous, nous pensons que les jeunes doivent quitter le secteur de l'informel, s'engager dans le formel, se mettre ensemble dans des incubateurs qui permettent à ce qu'ils soient reconnus par l'Etat et qu'ils puissent être accompagnés par l'Etat."

Prestation de serment des membres de la Cour Constitutionnelle : les sénateurs du FCC se disent surpris. Pour bloquer la cérémonie, quelques sénateurs conduit par le président de la Commission politique administrative et juridique ont saisi lundi 19 octobre la Cour Constitutionnelle avec une requête en interprétation de l'article 158 de la Constitution. Nommés depuis juillet dernier, les juges de la Cour Constitutionnelle n'ont toujours pas prêté serment. A l'issue d'une rencontre la semaine passée avec le président de la République, les présidents des deux chambres du Parlement ont fait savoir qu'ils restaient attachés au respect des textes. Selon le président de la PAJ, les ordonnances du chef de l'Etat portant nomination des deux juges à la Cour Constitutionnelle ont violé la Constitution. Peu avant cette plainte, le député André Mbata du CACH affirmait à la presse que la prestation de serment devant le président de la République en l'absence des présidents des deux chambres n'entame en rien la valeur juridique de serment. Certains Parlementaire de LAMUKA parlent d'une crise Institutionnelle profonde et promettent de se réunir ce mardi 20 octobre pour lever une option. **Thambwe Mwamba et Jeanine Mabunda boycottent la prestation de serment de nouveaux juges constitutionnels.** Les présidents du Sénat, Thambwe Mwamba, et de l'Assemblée nationale, Jeanine Mabunda, refusent de participer à la cérémonie de prestation de serment des trois membres de la Cour constitutionnelle nommés en juillet dernier par les ordonnances controversées du président Felix Tshisekedi. Dans leur correspondance, ils réitérent leur refus de participer à la prestation de serment des trois juges constitutionnels, qu'ils avaient signifié de vives voix à Felix Tshisekedi lors d'une audience le mardi 13 octobre. Ils se disent « surpris d'être saisis à nouveau par la présidence de la République pour l'organisation de cette cérémonie, alors que le dernier Conseil des ministres chargeait le Premier ministre et le ministre des Relations avec le Parlement quant à ce. » Les signataires de la correspondance disent regretter « ce fait accompli qui ne cadre pas avec les principes essentiels de collaboration et de courtoisie institutionnelle. » **Pour le FCC, il n'y a pas de nouveaux juges constitutionnels.** Le député national François Nzekuye a indiqué que son regroupement politique a attaqué à la cour Constitutionnelle les ordonnances du Président de la République, Félix Tshisekedi, portant nomination des juges de la Haute Cour. « Il n'y a pas de nouveaux juges de la Cour constitutionnelle à part celui qui remplace Lwamba. Tous les autres sont des pseudo-juges constitutionnelles nommés en violation de la Constitution ».

Lubumbashi : les agents de la mairie en grève pour réclamer 57 mois d'impayés. Le maire de Lubumbashi incriminé se dédouane. D'après Ghislain Robert Lubaba, sur les 1 188 189 USD de rétrocession que lui doit le gouvernement provincial pour cette année 2020, il n'a reçu que 24 753 USD. Ce qui est insuffisant pour payer les 800 agents dont l'enveloppe salariale globale mensuelle est de 110 000 USD. Le maire de Lubumbashi a bon espoir qu'avec la rétrocession du péage urbain de la part du gouvernement provincial, il pourra être à même de payer régulièrement les salaires de ses agents.

Nord-Kivu : l'assemblée provinciale dénonce l'insécurité qui règne à Goma et à Beni. "Nous interpellons tout d'abord les services de sécurité pour doubler les efforts et essayer de faire leur travail comme il se doit, celui de protéger les personnes et leurs biens. Mais nous interpellons aussi le service de sécurité pour essayer d'être vigilant, d'être à côté de la population pour mieux cerner ce problème. Il faut qu'il y ait des informations fiables. On tuait les gens pendant la nuit, mais cependant ils viennent de tuer les gens pendant la journée, ce qui est inadmissible, nous condamnons cet acte ignoble et nous en appelons à la justice et au service de sécurité de faire les enquêtes afin que les auteurs de ces crimes soient recherchés, retrouvés et mis à la disposition de la justice et sanctionnés conformément à la loi", a-t-il indiqué.

Évasion à la prison de Kangbayi : la société civile de Beni exige des enquêtes, pour établir les responsabilités de l'évasion survenue mardi 20 octobre à la prison centrale de Beni-Kangbayi. Kizito Bin Hangi plaide pour l'amélioration des conditions des détenus de cette maison carcérale. Selon lui, la situation pourrait être aussi à la base des mécontentements des prisonniers. Environ 1300 détenus de la prison centrale de Beni se sont évadés. Pour l'instant, l'armée et la police sont à la recherche des évadés, qui sont dans la nature.

Meurtre des experts de l'ONU : le chef milicien Trésor Mputu va comparaitre comme renseignant. Le procès était suspendu depuis le mois de mars et l'instauration de l'état d'urgence. Compte-rendu d'audience. Le ministère public interroge Vincent Manga au sujet des mèches de cheveux retrouvées dans ses effets lors de son arrestation en mars 2018 près de Bunkonde. Le prévenu répond que c'est Jean Bosco Mukanda qui a brandi ces mèches de cheveux alors que Trésor Mputu lui demandait s'il ne disposait pas des cheveux d'un albinos ou d'une personne de race blanche pour pouvoir élaborer un fétiche. C'est là que Manga dit avoir obtenu ces mèches de cheveux. Sans donner de date précise, le prévenu affirme que l'évènement a eu lieu au mois de mai 2017, deux mois après l'exécution des deux experts. Le ministère public fait savoir que « vraisemblablement » ces mèches de cheveux auraient été coupées sur la tête de Zaida Catalan. Le général Muwau demande donc la comparution de Trésor Mputu comme renseignant lors de la prochaine audience pour qu'il éclaire les juges sur ce point précis. Demande acceptée par la Cour. Le chef milicien Trésor Mputu a été arrêté au mois de mai dernier. Il est également soupçonné d'être impliqué dans le meurtre des experts.

Sud-Kivu : incendie à Kadutu, 7 personnes blessées et plus des 20 maisons calcinées. Selon le président de la société civile, le feu a débuté lundi 19 octobre, vers 14 heures et a pour origine au quartier Mosala un gros générateur mal installé. Il a indiqué que plus de vingt maisons ont été calcinées. Le camion anti-incendie n'a pas pu avoir accès aux lieux des drames suite aux constructions anarchiques. Toutefois, aucune perte en vie humaine n'est enregistrée.

Mercredi 21 octobre.

L'UNPC dénonce les violences contre les journalistes en Ituri. L'Union Nationale de la Presse du Congo (UNPC) dénonce les violences dont sont victimes trois journalistes par des hommes armés non identifiés. Des hommes armés se sont introduits dimanche 18 octobre dans le domicile de Daniel Tibasima de la Radio Umoja de Tchomia. Mais ils n'ont pas commis de dégâts suite à l'alerte de la population qui a dissuadé ces bandits. A Mongwalu, deux journalistes ont été agressés par les militaires Fard en patrouille. L'un d'eux, Jorkim Masumbuko de la Radio Tuungane a été grièvement blessé. Il était tabassé par ces hommes en uniforme pour des motifs inavoués. Enfin à Bunia, des hommes armés ont tenté en vain lundi 19 octobre de s'introduire dans la maison de journaliste Jacques Bazo de la Radio Merveille. Ils ont saccagé son véhicule qui était dans la cour de la parcelle. Depuis le début de cette année, l'UNPC-Ituri a enregistré 7 cas de violences faites aux journalistes.

Equateur : les prestataires de la riposte contre Ebola à Bolomba en grève pour 4 mois impayés. Ils ont déclenché un mouvement de grève depuis dimanche 18 octobre en brûlant des pneus, en barricadant des routes et ont aussi menacé les humanitaires affectés à ces opérations de riposte contre la maladie à virus Ebola à Bolomba-centre.

Affaire Minembwe : un député national dépose une requête pour annulation du décret créant les communes. Selon l'élu de Butembo Ville, sa démarche est purement judiciaire et fondée sur la violation de la loi sur les entités territoriales décentralisées, principalement l'article 46 qui fixe la procédure à suivre pour cette fin. Cette requête du député intervient après sa lettre du 05 octobre 2020 adressée au Premier Ministre, lui demandant de revenir sur cette décision.

Kinshasa : 8 ans après la pose de la première pierre, la cité de la paix tarde à donner son image. En effet, cette cité fait partis de 300 sites répertoriés par le gouvernement congolais pour l'érection des maisons dans le cadre du grand projet «Réseau cité des jeunes pour l'Avenir » au bénéfice des jeunes cadres et fonctionnaires de l'Etat. Placé sous la coordination de l'ONG Action pour la solidarité et le développement (ASODEV) la cité est confrontée aujourd'hui aux multiples contraintes qui ralentissent ses travaux. Selon l'ingénieur coordonnateur technique du projet, il s'agit en premier de la léthargie et de manque de volonté constaté dans le chef du principal partenaire et initiateur du projet à savoir le gouvernement congolais qui n'arrive pas à concrétiser ses obligations : "Le gouvernement de son côté n'a pas apporté l'aide et la sécurité qu'il a promis. La viabilisation du site, les voies d'accès. Et puis les gens qui ont volé une partie du site, qui ont spolié le site". Le projet cité de la paix Cardinal Frédéric Etsou devrait contenir 3 000 villas ainsi que 47 infrastructures sociales de bases dont des centres hospitaliers, des écoles, des supermarchés, des terrains sportifs et des espaces de loisirs.

Justice : le procès Avocats Sans Frontières contre la République s'ouvre à Kinshasa. Six requêtes ont été déposées devant les tribunaux de grande instance de Kinshasa-Gombe, de Mbuji-Mayi (Kasaï Oriental), de Lubumbashi (Haut Katanga) et de Kindu (Maniema) par une dizaine d'anciens détenus préventifs et d'autres encore en détention pour assigner l'Etat congolais en justice pour détention illégale et arbitraire. A Kinshasa, le procès de la première audience s'ouvre ce mercredi 21 octobre avec trois plaignants qui seront représentés par leurs avocats. Cette action souhaite que la responsabilité de l'Etat soit reconnue dans les préjudices subis afin d'obtenir réparation au titre des dommages et intérêts, selon Avocats Sans Frontières qui les accompagne. L'ONG Avocats sans frontières refuse de révéler l'identité de ces requérants, justifiant leur protection. Ils sont au total dix, dont 3 à la Prison centrale de Makala, 3 à la Kassapa, 2 à la prison centrale de Mbuji-Mayi et 2 autres à Kindu. Parmi eux, 3 seuls comparaitront acquittés. Un requérant a fait une année et un mois en prison sans être jugé. Et les faits mis à sa charge n'ont pas été établis. Un jeune garçon arrêté en 2009, a passé 10 ans et 6 mois en détention préventive. Il a été libéré par une ordonnance de main levée et son dossier classé sans suite. Un autre ayant fait 5 ans de détention préventive, a été libéré depuis 2 semaines.

Prestation de serment de 3 nouveaux juges constitutionnels. Les trois juges de la Cour constitutionnelle nommés par le président Felix Tshisekedi sont : Dieudonné Kaluba Dibwa ; Kalume Yasengo, l'unique et la première femme membre de la Haute Cour et Kamulete Badibanga. Cette cérémonie officielle s'est déroulée en l'absence des présidents du Sénat, Alexis Thambwe, et de l'Assemblée nationale, Jeanine Mabunda. Ces derniers avaient déjà annoncé, dans une correspondance adressée la veille au chef de l'Etat, qu'ils boycotteraient cette cérémonie. Pourtant chargé par le dernier Conseil des ministres d'organiser cette cérémonie, le Premier ministre, Sylvestre Ilunga, était aussi absent du Palais du Peuple. Les trois

responsables sont membres du Front commun pour le Congo (FCC), une des plateformes de la coalition au pouvoir, qui conteste la légalité des ordonnances présidentielles de juin dernier nommant ces juges.

Kananga : le parquet près le TGI ouvre une enquête sur la tension entre deux ailes de l'UDPS. A la base, deux ailes se disputent la gestion du parti. Un groupe de partisans est allé fermer le siège de l'UDPS, situé au centre-ville. A leur arrivée sur ce lieu, ils auraient maîtrisé le gardien avant de prendre le contrôle de ce bureau. Une vive tension de quelques minutes a prévalu devant ce siège de l'UDPS, avant que les éléments de la police interviennent pour remettre de l'ordre.

Evasion de la prison de Beni : fouille systématique des usagers de la route Butembo-Goma. D'après les témoins, tous les passagers des véhicules qui attendaient l'escorte militaire à ce point pour traverser le parc de Virunga ont été soumis à un contrôle minutieux, au point que certains auraient été victimes d'extorsion de leurs biens privés. Ce contrôle a été justifié par la recherche des évadés de la prison de Kangbaya à Beni.

Un éboulement de terre fait deux morts à Kenge. Une fille et un garçon, âgés respectivement de 10 et 12 ans ont perdu la vie lundi 19 octobre à la suite d'un éboulement de terre au quartier camp SAS, dans la ville de Kenge, chef-lieu de la province du Kwango. Ces deux enfants s'étaient rendus à la source à la recherche de la terre jaune à vendre. Lorsqu'ils creusaient l'éboulement a eu lieu et ils sont morts, enfouis sous la terre.

Minova : 13 violeurs condamnés de 3 à 10 ans de prison. Ce procès a été organisé avec l'appui de la fondation Panzi. Les condamnés devront également s'acquitter des sommes variant entre 1 000 USD et 5000 USD en guise de dommages et intérêts.

La plupart des victimes sont des mineures, dont l'âge varie entre 3 et 16 ans.

Haut-Katanga : l'Unicef plaide pour l'amélioration des conditions de vie des enfants. Les enfants parlementaires et membres du comité des enfants du Haut-Katanga ont présenté les difficultés auxquelles ils font face : l'accès difficile à l'eau potable, aux soins de santé, à l'éducation. La plupart ne sont pas enregistrés à l'état civil. En outre, ils ont aussi éprouvé le fait que les jeunes filles sont souvent victimes des violences sexuelles. Pour la cheffe de bureau de l'Unicef/ Lubumbashi, Kadiatou Diallo, les enfants représentent plus de la moitié de la population du Haut-Katanga. Ils doivent donc accéder à leurs droits dont les droits d'être nourris, d'être éduqués, de s'épanouir, d'accéder à l'eau et à un assainissement durable.

Kikwit : sit-in des élèves d'écoles publiques devant la mairie, pour exiger la reprise des enseignements qui sont aux arrêts à la suite de la grève des enseignants. Le maire adjoint de Kikwit a promis de trouver solution à ce problème après plusieurs réunions avec le ministre provincial de l'EPST du Kwilu et le banc syndical.

Goma : une dizaine de femmes enlevées par des hommes armés à Ndoshoh. La première victime est une propriétaire d'une boutique. Elle s'est retrouvée ligotée par ces présumés bandits en tenue militaire et lourdement armés. Avec leur victime, les ravisseurs ont poursuivi leur opération sur d'autres avenues du même quartier. Au total, huit femmes ont été enlevées et conduites vers le parc. Une rançon de 80 000 USD serait exigée par les bandits pour libérer les victimes. Mme Elisabeth demande aux autorités provinciales d'instruire les sociétés de communication afin de s'impliquer pour localiser les appels, car les bandits utilisent les numéros d'une des victimes.

Prestation de serment des juges constitutionnels : la société civile demande la dissolution de l'Assemblée nationale. « Le gouvernement ou les représentants du peuple devraient être présents. Mais ils ont préféré suivre les directives de leurs partis politiques. Pour remettre la démocratie sur la voie, cela passe par la dissolution de l'Assemblée nationale et la fin de la coalition FCC-CACH », a proposé le coordonnateur général de la Société civile de la RDC, Christopher Ngoy. Il condamne l'absence délibérée des officiels membres du FCC et pense que le pays ne devrait pas être pris en otage par la classe politique. Pour sa part, Jonas Tshiombela de la Nouvelle société civile congolaise estime que la cérémonie de prestation de serment des juges constitutionnels a évité une prise en otage de la justice du pays. La société civile espère voir s'ouvrir une nouvelle ère en RDC avec une justice efficace et apolitique. **La RDC engagée sur la voie de la consolidation de la justice (Gabriel Kyungu)** « Je ne peux que réitérer tout mon soutien au nom de mon parti et de mon peuple au Chef de l'Etat pour l'action significative qu'il vient de poser pour montrer clairement que nous avons choisi une direction, c'est-à-dire que chez nous c'est d'abord la justice ». Il pense que la justice a été appliquée et que les trois juges ont été nommés conformément à la constitution. Pour lui, le Chef de l'Etat est « sur le bon chemin et le pays est en train d'élaguer les pesanteurs qui ont voulu handicaper l'action du Chef de l'Etat »

Nord-Kivu : 33 évadés de la prison de Kangbaya récupérés. Parmi eux, 4 militaires qui se sont rendus volontairement et les 29 autres civiles. Ceux qui ont été repris, étaient à Manziko aux environs de la prison, alors que d'autres étaient déjà au

niveau de la barrière de Mukulia dans la partie sud de la ville, sur la route de Beni-Butembo. **Arrestation de deux officiers de l'armée et un policier.** Ils sont poursuivis pour fuite devant l'ennemi pour n'avoir pas protégé la prison centrale de Kangbaya attaquée lundi dernier. Cette attaque avait occasionné l'évasion de plus de 1 300 détenus. Ce sont eux qui commandaient au moins 35 militaires et neuf policiers commis à la garde de la prison centrale de Kangbaya au moment de l'attaque. Lors de cette attaque attribuée aux ADF, les militaires et policiers sous commandement de ces officiers n'avaient pas réagi, ni riposté devant l'ennemi. Ce qui a permis aux assaillants, d'opérer avec facilité pendant environ une demi-heure et libérer plus d'un millier de détenus. Des sources sécuritaires indiquent qu'au moins 236 combattants rebelles ougandais des ADF et leurs collaborateurs ainsi qu'environ 200 combattants Maï-Maï se sont évadés au cours de cette attaque de la prison centrale de Kangbaya.

Kinshasa : l'Intersyndical de l'EPST dénonce le retour du phénomène « prise en charge des enseignants par les parents ». L'intersyndical des syndicats des enseignants de l'Enseignement primaire, secondaire et technique (EPST) dénonce le retour du phénomène « prise en charge des parents ». « L'intersyndical des syndicats enseignants de l'EPST accorde au gouvernement un ultimatum de 48 heures à dater de ce jour, pour l'ouverture des travaux de Bibua, faute de quoi, l'intersyndical se réserve le droit de quitter le site », a menacé M. Matondo.

Jeudi 22 octobre.

Nord-Kivu : la société civile de Beni-Mbau lance un SOS sur la paupérisation des populations de cette région à cause de l'insécurité. Le président de la société civile de Beni-Mbau, Jamali Musau, déclare craindre la résurgence de l'activisme des ADF dans la région en cette période de récolte du cacao. Notre demande comme société civile : nous voudrions qu'il ait des patrouilles et bouclages contre ces ADF. »

Le chef de l'Etat s'adresse à la nation ce vendredi. Cette annonce de l'adresse du chef à la nation intervient 48 heures après la cérémonie de prestation de serment des juges de la Cour Constitutionnelle au Palais du Peuple. Une cérémonie qui s'est déroulée sans la présence des plusieurs personnalités du pays appartenant au Front commun pour le Congo, la famille politique de l'ancien président de la République, dont les présidents du Senat Alexis Tambwe Mwamba et de l'Assemblée nationale, Jeanine Mabunda, ainsi que du Premier Ministre, Sylvestre Ilunkamba. Par conséquent, la 54e réunion du conseil des ministres prévue le même vendredi est reportée à une date ultérieure, indique le communiqué.

Beni : David Gressly promet de travailler pour renforcer la sécurisation de la prison. « On a déjà déployé des forces d'intervention rapide, aussi on a utilisé nos drones pour aider dans la recherche de ces personnes. On va continuer à donner un appui jusqu'à ce que tous les échappés soient retrouvés. On était en train de discuter aussi qu'est-ce qu'on peut faire pour protéger la population parce qu'on sait bien que les criminels ont été libérés », a indiqué David Gressly. Il a également annoncé l'appui de la force de la Monusco aux forces de l'ordre pour retrouver les évadés.

Kasaï-Central : un détenu meurt de faim dans un cachot à Tshimbulu. Cet endroit où sont gardées les personnes arrêtées est une maison privée où elles sont entassées dans une chambre sans nourriture ni médicament.

Publication des résultats de l'EXETAT : les finalistes s'impatientent. Cela fait un mois depuis que les finalistes du secondaire ont présenté les épreuves d'examen d'Etat pour l'édition 2019-2020. Seuls les résultats partiels de trois provinces (Kinshasa, Kongo-Central et Haut-Katanga) ont été publiés au mois de septembre. Et depuis, c'est le silence. Cette situation inquiète les parents d'élèves finalistes concernés et les finalistes eux-mêmes. « En fait la situation actuelle nous met dans une position inconfortable... Nous demandons au gouvernement de nous aider par la publication de ces résultats pour qu'en tant que parents nous sachions comment orienter nos enfants pour la suite. » Ces finalistes espèrent que le Gouvernement sera sensible à leurs cris d'impatience en procédant rapidement à la publication du reste des résultats de l'Examen.

Goma: le chef de la coopération de l'UE en RDC promet un partenariat avec ASRAMES. Cette promesse a été faite par le nouveau chef de la coopération de l'Union Européenne en RDC, Laurent Sillano, mercredi 21 octobre lors de sa première mission à Goma depuis sa prise des fonctions en RDC. "La Santé publique est naturellement un secteur dans lequel l'UE accompagne la RDC et ses autorités depuis déjà des nombreuses années. Et donc c'était important pour moi de pouvoir connaître un acteur aussi important que l'Association Régionale d'Approvisionnement en Médicaments Essentiels (ASRAMES) dans l'Est du Congo. Puisque finalement l'approvisionnement en médicaments de qualité dépend du bon fonctionnement d'ASRAMES. Et la fonction d'ASRAMES justement est de pouvoir garantir que ces médicaments de qualité sont disponibles pour la population. L'Union Européenne est fier de pouvoir appuyer une initiative comme celle-ci, une initiative qui vient des citoyennes et des citoyens du Nord-Kivu et de la région Est de la RDC. "

Nord-Kivu : l'ONG FDAPID se félicite de la gratuité de l'école en faveur des enfants pygmées. L'ONG Foyer pour le Développement et l'Autopromotion des Pygmées et Indigènes Défavorisés (FDAPID) évoque qu'il y a d'amélioration significative des effectifs des enfants pygmées lors de la rentrée scolaire 2020-2021. Selon le coordonnateur national de cette organisation, il y a encore des défis à relever afin de mieux lutter pour le respect des droits des peuples pygmées.

Ituri : 9 morts lors des affrontements entre FPIC et Fardc à Irumu centre. Selon le ministre provincial de l'intérieur, le bâtiment administratif du territoire et le bureau de la police ont été également incendiés par ces miliciens. Le trafic entre Bunia-Komanda-Beni a été aussi interrompu pendant presque toute la journée. Selon des sources concordantes, les miliciens ont pris d'assaut mercredi matin le chef-lieu du territoire d'Irumu. Les dégâts sont énormes affirment le ministre provincial de l'intérieur. Les militaires des Fardc ont été vite déployés pour déloger ces miliciens, indique le porte de l'armée.

Ituri : la société civile dénonce la présence des assaillants Codeco à Mongwalu. Une faction de miliciens de la CODECO s'est installée à Kilo-moto, au quartier Saio, dans la commune rurale de Mongwalu, à 80 km de Bunia, en territoire de Djugu.

Selon le président de la société civile locale, depuis une semaine, ces rebelles ont établi leur tribunal pour juger certains dossiers notamment d'abus de confiance et des conflits conjugaux. Ils ont érigé aussi des barrières où tous les passants sont obligés de déboursier de l'argent dont ils se servent pour leur survie. Pendant la nuit, ces miliciens font des patrouilles dans la zone sous leur contrôle. Le président de la société civile dénonce la passivité des autorités pour démanteler ce groupe armé qui sème la terreur dans la zone.

Nord-Kivu : 25 présumés criminels arrêtés par l'armée à Goma. Appréhendés avec quelques effets militaires, dont 2 grenades, des armes blanches et des gris-gris, ces présumés bandits sont actuellement détenus dans un cachot de l'armée à Goma. Le porte-parole de la 34ème région militaire : "C'était une opération pour mettre la main sur les 25 éléments du groupe armé Maï-Maï Mazembe, en provenance de Kibirizi, Kanyabayonga et Kirumba qui projetaient une attaque sur la ville de Goma. Alors, il s'est agi d'une opération planifiée par le service de renseignement de la 34ème région militaire »

Butembo : les membres de Syeco toujours en grève. Le chef de la division Provinciale de l'EPST Nord-Kivu 2, appelle les enseignants nouvelles unités à se méfier du mouvement de grève lancé lundi 19 octobre par le Syeco Butembo. Pour lui, la paie des NU doit les trouver à l'école et non dans la rue. Il a également mis en garde tous les syndicalistes qui ont perturbé le bon déroulement des cours dans des écoles de la ville les deux jours passés.

Nord-Kivu : David Gressly en visite à Hululu et Kilya à Rwenzori. Avant d'arriver à Kilya, le Représentant Spécial Adjoint du Secrétaire général de l'ONU en Charge des opérations et de la protection en RDC, David Gressly, et sa délégation ont visité le pont Hululu situé sur la route Beni-Kasindi. Ce pont, construit par le génie de la Monusco en partenariat avec le gouvernement congolais et la FEC, ouvre la voie à l'Ouganda. Il s'était effondré, il y a cinq mois, suite aux grandes pluies dans la région. **Beni : l'amélioration de la qualité des services au menu des échanges entre David Gressley et les humanitaires,** œuvrant dans la région de Beni. Deux heures durant, les humanitaires de la région de Beni, ont eu à échanger avec David Gressly sur les conditions du travail et de service à rendre à la population dans cette zone où l'insécurité constitue un vrai blocage pour les humanitaires. « Nous sommes ici pour voir comment ensemble on peut rechercher une paix durable qui peut permettre une opportunité pour toute la population d'avoir une vie normale, d'avoir une économie robuste, pour que tous les enfants aillent à l'école, qu'on ait accès à la santé. Mais pour avoir tout ça, on a besoin de la sécurité et de la paix. On va travailler sur ça », a indiqué David Gressly. La délégation française et britannique qui accompagnent le représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations-Unies en RDC dans son séjour à Beni, ont encouragé les humanitaires de travailler au profit de la population malgré la situation difficile que traverse la région.

Clément Kanku appelle Félix Tshisekedi « à redonner le pouvoir au peuple ». Pour le président du parti politique Mouvement pour le renouveau (MR), Clément Kanku : « Il y a une crise qui persiste entre les deux chambres du Parlement et le Chef de l'Etat ». Le président de MR fait comprendre qu'à l'heure actuelle, Félix Tshisekedi ne peut plus faire confiance au Premier ministre Sylvestre Ilunga « qui a manifesté à la face du monde qu'il était plus militant d'un parti politique qu'un chef du gouvernement. » « Il [Sylvestre Ilunga] doit déposer sa démission. L'alternance démocratique a suscité beaucoup d'espoir dans le chef de la population. C'est pourquoi nous demandons à Félix Tshisekedi de ne pas reculer parce que derrière lui, il a le soutien de toute la population », a conseillé Clément Kanku.

Kasaï-Oriental : la Regideso se réjouit de fournir régulièrement de l'eau potable à Mbuji-Mayi. Le chef de division provinciale de la Regideso a affirmé, jeudi 22 octobre, que la population est servie jusqu'au tour de 20 h, au lieu de 45 minutes ou 1 heure de desserte, c'est « tout simplement parce que la Regideso se prend en charge sur le point d'Energie

électrique. C'est à dire nous utilisons nos groupes électrogènes et nous gérons nous-mêmes notre fonctionnement». C'est depuis plusieurs années, que les machines de la Regideso tournent avec l'énergie électrique fournie par Energie du Kasai (Enerka). « Nous nous donnons une autonomie. C'est nous-mêmes qui gérons notre énergie, et c'est nous-mêmes qui décidons quand est ce que nous pouvons couper selon nos moyens ».

Nord-Kivu : 20 organisations environnementales dénoncent la spoliation du Parc national des Virunga. Dans une note ouverte adressée mardi 20 octobre dernier, au président Félix Tshisekedi et au gouverneur de la province du Nord-Kivu, ces organisations plaident pour une action urgente des autorités du pays contre ces actes qui menacent ce site du patrimoine mondial. De vastes étendus du Parc national des Virunga ont été transformés en pâturages, dans la zone de Kilolirwe, en territoire de Masisi, et Bishusha en territoire de Rutshuru, font remarquer ces ONG. Elles indiquent que le Parc a aussi été envahi par des champs de cultures ou villages permanents en territoires de Rutshuru, Lubero et Beni, depuis quelques mois. Plusieurs personnes brandissent aussi un jugement ou des actes juridiques, et morcellent illégalement le Parc en vendant des parcelles autour de Mugunga, Nzulo, Kasengesi, notamment, dans la périphérie de la ville de Goma. Pour le porte-parole de ces organisations, ces personnes escroquent les populations mal informées et ils mettent aussi le Parc en péril.

L'AETA recommande à Félix Tshisekedi et au FCC de privilégier l'intérêt général de la population. « La plateforme de l'ONG Agir pour des élections transparentes et apaisées (AETA) recommande au Président de la République de faire preuve d'un sursaut d'esprit républicain, basé sur son serment émis devant la nation toute entière le 24 janvier 2019, en engageant en urgence des efforts pour le rétablissement de la concorde, la cohésion, la collaboration et l'harmonie interinstitutionnelle, de façon à éviter au pays de se jeter dans un inconnu ingérable », a affirmé le secrétaire permanent de l'AETA. Cette plateforme des ONG de la société civile se dit préoccupée par la situation politique délétère du pays mettant en cause le processus normal des élections et la cohésion nationale.

Meurtre des experts de l'ONU : des défenseurs militaires pour suppléer les avocats de la défense en cas d'absence. Les personnes poursuivies pour le meurtre des deux experts de l'ONU au Kasai seront désormais assistées par des défenseurs militaires conjointement avec les avocats qui les assistent habituellement. C'est ce qu'a annoncé ce jeudi la Cour militaire de l'ex-Kasai-Occidental, en réponse à une requête du ministère public formulée au cours d'une audience écourtée à cause de l'absence de la plupart des avocats de la défense. Une décision qui a ravi les prévenus, excédés par une procédure qui dure depuis plus de trois ans maintenant. Ouvert en 2017 devant le tribunal militaire de Kananga, ce procès a déjà totalisé plus de trois ans. Certains prévenus sont en détention depuis le mai 2017.

Vendredi 23 octobre.

Ituri : plus de 900 écoles bénéficieront de la paie de leurs enseignants NU à la fin de ce mois d'octobre. Parmi les écoles concernées par la paie des enseignants figurent 400 de la province éducationnelle de l'Ituri 1 et cinq cents de l'Ituri 2 et 3. Le ministre a par ailleurs estimé que la grève des enseignants n'a pas sa raison d'être car le gouvernement a déjà résolu leurs problèmes. Jean-Vianney Anyolito déplore ce qu'il qualifie de rébellion et du non-respect de l'autorité établie. De leurs côtés, le syndicat des enseignants des écoles conventionnées catholiques tape du poing sur la table et insiste qu'ils ne vont pas reprendre les cours tel que le recommande le ministre. Son délégué syndical, Florencier Lolu, indique que le gouvernement n'a pas encore répondu à leurs revendications.

Lubero : le commandant Sokolal désapprouve la récolte des vivres des paysans par les Fardc. Le commandant réagissait à l'incident enregistré lundi 19 octobre à Kianganda dans la chefferie de Baswaha où des militaires Fardc s'étaient disputé avec des Mai-Mai de Congo Ebebi de Dragon autour des vivres récoltés dans un marché local. Il indique que les militaires ne sont pas autorisés de procéder à cette pratique.

Assemblée nationale : un député dépose la proposition de loi portant modalité d'application de la gratuité de l'enseignement de base obligatoire. Son auteur, le Député Amato Bayobasire affirme vouloir fixer les règles de la gratuité de l'enseignement telle que garantie dans la Constitution de 2006. Pour l'élu de Walungu, les fonds de l'éducation nationale devraient émaner du budget national afin de permettre au gouvernement d'assurer la continuité du financement de la gratuite sans attendre l'aide extérieure.

Tshopo : coup d'envoi des travaux de la réhabilitation de la voirie urbaine de Kisangani. Ces travaux seront exécutés par l'Office de Voirie Urbaine (OVD) grâce au financement du Fond National d'Entretien Routier (Foner) pour une enveloppe globale de 550 000 USD. Ces travaux vont se dérouler sur l'ensemble de la ville de Kisangani : « Je tiens à rappeler que le projet d'entretien ne concerne pas seulement le boulevard Mobutu là où nous sommes mais plutôt sur 7 axes. Nous avons tout fait pour que chaque Commune ait au moins une artère à réhabiliter » selon le Foner. Les travaux

consisteront notamment au chargement de la causée en limonite, au compactage, à la construction des traversées et au débouchage des caniveaux.

Lubumbashi : plus de 200 policiers attendent toujours de rallier le centre de formation. Ces policiers qui crient à l'abandon, déplorent leurs conditions de vie sur place au centre de la Kasapa loin de leurs familles dont certaines seraient déjà disloquées. "Beaucoup de nos amis et frères n'ont plus de logis, les femmes sont parties. Nous mangeons dans les conditions vraiment pénibles. Nous sommes des policiers depuis 2011, il y a ceux qui sont des policiers depuis 2013, les gens qui ont fait 15 ans même voire deux qui étaient des Fardc qui sont devenus des policiers. Actuellement il y a la rentrée scolaire, nos enfants ne sont pas partis à l'école nous sommes toujours au centre ici à Kasapa", a déclaré l'un d'eux qui a requis l'anonymat.

Contacté le porte-parole de la police nationale Congolaise, a invité ces policiers au calme. Selon lui, ils ne sont ni oubliés ni abandonnés; leur situation est à l'ordre du jour, dit-il. Ils vont bientôt rejoindre Kinshasa pour leur formation.

La centrale hydro électrique de Tshiala en panne, la ville de Mbuji-Mayi toujours dans le noir. Cette centrale est gérée par l'Entreprise Energie du Kasai (Enerke), une filiale de la Société Minière de Bakwanga (MIBA). C'est en 1933, qu'a été mise en service la centrale hydroélectrique de Tshiala, située à plus ou moins 40 Km de Mbuji-Mayi. Cette centrale avait été créée dans le but de fournir de l'énergie électrique pour la production minière. Le chef de service de maintenance, a indiqué que depuis sa construction, la centrale hydro-électrique avait 12 turbines installées, mais actuellement seules deux turbines sont en service. Cette situation rend difficile la maintenance de la centrale.

Kwilu : la société civile de Gungu accorde 3 mois aux députés provinciaux pour résoudre les problèmes de la population. Dans un entretien le président de cette structure estime que la population de Gungu ne se retrouve pas en ce qui concerne les programmes d'investissement pour lesquels ils avaient élus ces députés. Il indique en outre qu'une marche de protestation a été prévue contre ces députés mais ce sont les partis politiques que représentent ces députés qui ont plaidé, demandant une durée de trois mois pour que leurs élus se ressaisissent et puissent faire face à leurs responsabilités.

Evasion de la prison de Beni : les autorités municipales de Butembo s'inquiètent pour leur propre sécurité. D'après deux de quatre bourgmestres de la ville, des nombreux criminels de grand chemin qu'ils ont fait arrêter se trouvent maintenant dans la nature. Le premier à s'inquiéter c'est le bourgmestre de la commune de Mususa, qui déclare être préoccupé par le fait que, des nombreux criminels qu'il a fait arrêter se retrouvent actuellement dans la nature. Il s'agit principalement des présumés assassins du docteur Camerounais Richard Muzoko. C'est ainsi que le bourgmestre sensibilise toute la population de sa municipalité à dénoncer tout détenu évadé de Kangbaya, qui se retrouveraient parmi elle. De son côté, l'inquiétude du bourgmestre de la commune de Vulamba, concerne des bandits armés communément appelés Kasukwistes. Cyprien Mulondi affirme que plusieurs dizaines de ces grands criminels avaient arrêté dans sa juridiction et gardés dans la prison de Kangbaya.

Le FCC « ne reconnaît pas » les 3 juges constitutionnels nommés par Tshisekedi. Le Front commun pour le Congo ne reconnaît pas les trois juges récemment nommés à la Cour constitutionnelle et ne se sentira lié par aucun acte qu'ils poseront.

Elle continue de crier aux violations de la Constitution et à exiger au Président Félix Tshisekedi de rapporter ses ordonnances querellées portant nomination de ces trois nouveaux juges.

L'ONU en campagne contre l'infox sur les réseaux sociaux. L'ONU a lancé en ce mois d'octobre une campagne dénommée "Marquons la pause" pour combattre la désinformation sur les réseaux sociaux concernant particulièrement la pandémie à Coronavirus. « Je pense que cette campagne de pause est énormément importante. Nous tous, on regarde tout le temps l'information dans tous les réseaux sociaux, mais parfois, on dit, c'est quoi ça ? Vraiment, ça n'a pas de sens. Alors, ce qu'on nous demande, c'est d'avoir un esprit critique. Il y a beaucoup de mensonges. Les réseaux sociaux ont fait des choses magnifiques, ils ont relié le monde, ils ont fait trouver des amis, ils ont fait énormément des belles choses. Mais en même temps, ils sont aussi tellement puissants, qu'ils peuvent passer, tellement vite, des infox, les fakes news. Alors, je pense que, la jeunesse, la société congolaise, quand elle voit des informations, il faut toujours vérifier. Alors, il faut cette pause, il faut prendre un peu de temps, avoir un temps de dire, ça, je ne suis pas sûr, laisse-moi réfléchir un moment, ça je suis sûr, je peux partager ça, à mes amis, à mes collègues, à mes proches, en sachant que c'est de l'information crédible ».

Evasion de la prison de Beni : le directeur de Kangbaya appelle la population à la vigilance. « Ces malfrats sont déjà dans les rues et à n'importe quels moments ils peuvent opérer. C'est pourquoi on demande seulement à la population de collaborer avec les services de sécurité pour que ces malfrats soient récupérés et acheminés vite en détention. ».

Lancement du projet “50 millions de femmes africaines ont la parole”. « Les femmes congolaises ne dorment pas. Si vous avez soulevé effectivement le fait qu’en 1960, c’était l’indépendance politique, la bataille pour l’indépendance économique se fera avec les femmes. Et à ce sujet, permettez-moi de présenter mes hommages les plus déférents à son Excellence Monsieur le président de la République et Chef de l’Etat qui a dans sa vision, exprimé le soutien total à l’épanouissement de la femme entrepreneure. En effet, les femmes congolaises, 52% de la population, et spécialement les femmes entrepreneures, auxquelles s’ajoutent les femmes rurales, constituent un levier incontournable de l’économie nationale et du développement du pays, ainsi que la lutte contre la pauvreté et la résilience au changement climatique” a indiqué la ministre d’Etat et ministre du Genre, Famille et Enfant, Béatrice Lomeya Atilite. Le projet consiste en la connexion des femmes entrepreneures du continent en réseau pour leur autonomisation. Il est porté par le Comesa, la Cedeao et la communauté économique est-africaine (EAC).

Les États Unis fournissent 6 millions USD en plus pour la destruction des armes conventionnelles en RDC, et de gestion des stocks d’armes en RDC. Cette nouvelle contribution des États Unis s’appuie sur les partenariats existants avec les Fardc et la PNC, en vue d’améliorer leur gestion d’armes et de stocks de munitions : « Depuis dix-huit ans, les États-Unis œuvrent à la promotion de la stabilisation et de la sécurité, en particulier dans l’Est du Congo, grâce à des interventions humanitaires de déminage et en endiguant la prolifération illicite des armes légères et de petit calibre. » Les États-Unis, ont amélioré la sécurité de 81 centres de stockage d’armes, assuré la destruction de plus de 1 700 tonnes de munitions excédentaires et 180 mille armes de petit calibre excédentaires.

Ituri : 3 morts lors des combats opposant les Fardc aux miliciens Codeco à Djupi. Selon le chef du secteur de Bahema-Sud une faction du groupe armé Codeco dénommée Armée de Libération du Congo (ALC) a attaqué un pâturage à Djupi. Ces assaillants ont réussi à emporté une centaine des vaches. Un autre groupe d’assaillants a attaqué un autre pâturage au village de Zambuti en tuant par balle un bouvier. Alertées, les Fardc sont intervenues et il s’en est suivi des échanges des tirs entre les deux parties pendant presque toute la journée aux environs de Mbogu à 7km de Bunia. Quatre assaillants neutralisés et deux autres capturés. L’armée a réussi à récupérer de vaches volées et qui ont été remises à leurs propriétaires.

Crise à l’assemblée provinciale du Kwilu : le bureau visé par une motion de déchéance. La plénière prévue jeudi 22 octobre à l’assemblée provinciale du Kwilu n’a pas eu lieu faute de quorum n’ayant pas été atteint. Sur les 48 députés qui composent cette assemblée, seuls 20 étaient présents à la plénière. A cet effet, un groupe des députés de l’opposition accuse le bureau de l’assemblée provinciale du Kwilu d’avoir demandé aux autres députés de sécher les plénières. Pour cela, ces élus du peuple annoncent des actions pour obtenir la déchéance du bureau de l’assemblée provinciale du Kwilu.

Beni : les Fardc tuent environ 10 rebelles ADF. Une dizaine des rebelles ADF ont été tués, d’autres capturés et des armes récupérées par les Fardc jeudi 22 octobre dans la localité de Kwele, aux environs de Kainama, chef-lieu du groupement Banande-Kainama en territoire de Beni. Le porte-parole militaire dans la région de Beni indique que ces rebelles ougandais "sont tombés dans une embuscade" leur tendue par l’armée congolaise, alors qu’ils voulaient traverser cette zone pour la partie ouest. Le lieutenant Antony Mwalushayi, se félicite de la collaboration avec la population qui a abouti à cette victoire.

Exetat-2020 : des candidats malheureux à Nyunzu tabassent leur préfet. Après publication des résultats de l’examen d’Etat 2019-2020, les candidats malheureux de l’Institut Mgr Kisile de Lwizi à 64 km de Nyunzu (Kanganyika) se sont attaqué jeudi 22 octobre à leur préfet des études. Tabassé, ce dernier a eu la vie sauve grâce à l’intervention de la police.

Beaucoup d’ambassadeurs en audience chez Sylvestre Ilunkamba. L’objet de leurs entretiens n’a pas été communiqué, indique la Primature sur son compte tweeter. M. Ilunga Ilunkamba s’est entretenu notamment avec les ambassadeurs de l’Union européenne, de l’Union africaine, du Royaume-Uni, du Zimbabwe, de l’Afrique du Sud.

« Je ne laisserai aucun engagement politique de quelque nature que ce soit primer sur mes prérogatives constitutionnelles » (Felix Tshisekedi). « Nous avons choisi de gérer le pays au sein d’une coalition qui semblait constituer la solution idoine pour sortir le pays de ses différentes crises récurrentes et préserver ainsi les acquis de l’alternance », a expliqué Felix Tshisekedi. Malheureusement, près de deux ans après, les divergences qui persistent entre les parties signataires de cet accord plombent les ailes de l’espoir de notre envol vers le développement, a-t-il déploré, avant de préciser : « Ces divergences portent notamment sur les questions relatives à la paix et la sécurité nationale, à la Commission électorale nationale indépendante, à l’organisation des élections, à la gestion du portefeuille de l’Etat, à la territoriale, à la diplomatie, à l’indépendance de la justice et à l’instauration de l’Etat de droit, qui sont un enjeu majeur pour la nation. » Pour lui, ces questions importantes nécessitent un large consensus national. A ce sujet, le président Tshisekedi s’est engagé à préserver l’unité et l’intérêt supérieur de la nation.

Samedi 24 octobre.

La situation sécuritaire reste difficile à Beni, mais dans l'ensemble du pays, l'évolution est positive (David Gressly). « La Mission [MONUSCO] par exemple, était auparavant dans les quatre coins du pays. On sait bien que le pays a été divisé par quatre. Ce n'est pas du tout la même situation aujourd'hui. Je sais que l'évolution ici n'est pas encore positive, il y a encore de travail à faire. Mais pour le pays entier il y a un progrès. Donc, avec cette réorientation de l'Est, avec le déploiement des forces à l'Est, j'espère qu'on peut voir une évolution positive de sécurité dans ces trois provinces. Mais ça va prendre encore du temps », a fait savoir M. Gressly, Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies en RDC.

Pour le parti Orange, le discours de Félix Tshisekedi exprime « la volonté de bâtir un Congo nouveau » « L'adresse du Chef de l'Etat m'inspire un leadership nouveau, la volonté de bâtir un Congo nouveau, de faire la rupture avec le passé. Beaucoup de gens s'attendaient aujourd'hui à un discours sur la dissolution du Parlement ou la démission du Premier ministre (...) Le Chef de l'Etat va identifier des personnes avec qui il pourra bâtir une union sacrée pour la nation, qui auront la même perception que lui, qui vont adhérer à un idéal de bâtir un nouveau Congo. Les personnes qui vont dire que notre intérêt commun c'est le Congo, mais pas un homme ou une autorité morale », a fait remarquer le président du parti Orange.

Kyungu wa Kumwanza : « J'ai toujours été contre la coalition FCC-CACH ». Le président de l'Union nationale des fédéralistes du Congo fait remarquer que les acteurs de la coalition entre le Front commun pour le Congo (FCC) de Joseph Kabila et Cap pour le changement (CACH) de Félix Tshisekedi n'étaient pas sincères avec le Chef de l'Etat. « Si les autres continuent encore avec leurs manœuvres sordides de mettre les bâtons dans les roues dans le chemin du chef de l'Etat, et bien, il n'y a pas d'autres choix que de s'en référer à la décision du peuple c'est-à-dire, organiser des élections », a-t-il poursuivi. Il se dit « très satisfait du discours du Chef de l'Etat qui on peut le dire platement a mis les choses au point. »

Kongo-Central : Félix Tshisekedi a dissous la coalition FCC-CACH sans le dire (Société civile). Le coordonnateur de la nouvelle société civile de la RDC, section Kongo-Central, Simon Nsilulu déclare : « La dissolution, c'est aussi ce qu'a souhaité la population. Je conclus que les consultations sont une forme cachée d'identifier la nouvelle majorité sans passer par un informateur ». Dans son discours à la nation vendredi 23 octobre, le président Felix Tshisekedi a annoncé qu'il va mener des consultations auprès de différentes nationales en vue d'aboutir à un large consensus sur les grandes questions du pays. « Nous avons choisi de gérer le pays au sein d'une coalition qui semblait constituer la solution idoine pour sortir le pays de ses différentes crises récurrentes et préserver ainsi les acquis de l'alternance », a expliqué Felix Tshisekedi. Mais près de deux ans après, les divergences qui persistent entre les parties signataires de cet accord plombent les ailes de l'espoir de notre envol vers le développement, a-t-il déploré.

Nord-Kivu : affrontements entre l'armée et les miliciens à Kiavirimu et Kananza, 3 morts. D'après le Commandant des opérations Sokola 1 Axe Sud, deux attaques ont été lancées par les Fardc contre les Maï-Maï, dont l'identité reste encore confuse. Ces miliciens sèment la terreur et la désolation au sein des populations depuis plusieurs jours sur la côte Ouest du Lac Edouard. La première attaque a eu lieu à Kiavirimu. Bilan, deux Maï-Maï tués et une arme AK47 récupérée des mains de ces assaillants. La seconde est celle lancée depuis 3 h du matin ce samedi à Kananza jusqu'à peu avant midi. Le bilan provisoire fait état d'un Maï-Maï tué et des armes récupérées, rapporte le général Opia.

Nord-Kivu : une dizaine de corps sans vie retrouvée au quartier Liakobo à Beni. Ces personnes seraient tuées par les rebelles ougandais des ADF mardi 20 octobre, après l'attaque de la prison de Kangabayi. Plus de 1 300 pensionnaires de cette maison carcérale s'étaient évadés. Parmi eux, des rebelles ADF et des miliciens Maï-Maï. Depuis, l'insécurité va crescendo dans les quartiers environnants de la ville, regrette le chef du quartier Lyakobo, Kasereka Munyu. Le porte-parole l'armée dans cette partie du pays, Antony Mwalushayi, appelle la population à dénoncer ces évadés qui se cachent parmi elle.

Sud-Kivu : 5 nouveaux cas de Coronavirus enregistrés. Il s'agit de personnes de Bukavu qui devraient voyager, mais qui ont été amenés à y renoncer après avoir été testées positives à la Covid-19. Toutes ces personnes sont suivies dans les structures sanitaires de la place. Ces personnes évoluent bien cliniquement et n'ont pas de problème. Avec ces 5 nouveaux cas, la province compte désormais un cumul de 318 cas confirmés de Covid-19 depuis le début de la pandémie.

Kasaï-Oriental: réactions controversées après le discours de Felix Tshisekedi. "Très bon discours, très rassurant et je pense que maintenant, Félix Tshisekedi, peut être libre devant le peuple à qui il doit rendre compte", affirme l'Abbé Pierre Kabamba, de la société civile. Cependant le représentant provincial du Front commun pour le Congo (FCC) demande au

Chef de l'Etat "de mettre de l'eau dans son vin". "Le peuple n'attend pas la querelle, le peuple attend à ce que nous puissions booster le développement, booster le progrès dans ce pays ». D'autres couches de la population estiment quant à elle que le Chef de l'Etat devrait carrément dissoudre la coalition FCC-CACH.

Dimanche 25 octobre.

Ituri : 3 morts et environ 100 vaches récupérés après combats entre Fardec et la milice FPIC. Les miliciens de la FPIC ont fait incursion vers 5 h du matin au village de Matsiya, situé à environ 50 km de Bunia en territoire d'Irumu. Ils ont incendié une maison de fortune qui servait d'abri aux soldats des Fardec, qui étaient alors en patrouilles. Ils ont ensuite progressé vers un pâturage, où ils ont emporté plus de cent vaches d'un éleveur après avoir incendié ses maisons. Pendant leur fuite, ces hommes armés sont tombés dans le filet de l'armée, qui a réussi à récupérer les vaches pillées après des affrontements, qui ont duré quelques heures. Trois miliciens ont été neutralisés par les forces loyalistes, qui les ont dépouillés de leurs armes.

Les victimes des guerres de Kisangani réclament toujours réparation. « On parle rapport Mapping, on parle de réhabilitation, on parle de tout, il faut que les victimes parlent. Alors, ce plan consiste à aider les victimes à s'exprimer, à s'organiser, à se manifester et à agir pour leurs intérêts et l'intérêt communautaire dans le cadre de la lutte contre l'impunité et la réparation en faveur des victimes de graves atrocités qui ont été commises au Congo et particulièrement dans la ville de Kisangani », a expliqué le président du Groupe Lotus, une organisation de défense des droits humains. Afin d'éviter les improvisations, le Groupe Lotus conseille aux victimes des guerres à mettre en place un comité préparatoire chargé de faire l'évaluation des dommages et intérêts subis.

Des combats entre l'armée et la milice Codeco dans la périphérie de Bunia. Des sources concordantes rapportent que ces miliciens ont attaqué samedi matin deux positions des militaires non loin de la ville. Aussitôt, l'armée a renforcé son dispositif pour traquer ces hommes armés. Certains habitants redoutent l'infiltration de ces miliciens dans la ville. Ce qui a provoqué un déplacement de la population. Les localités de Dele, Kijogo et Fichama à l'entrée de Bunia et une partie du quartier Kindia sont presque vidées de leurs habitants. La circulation est timide sur le tronçon Bunia-Kasenyi à la suite des opérations militaires en cours. La faction de Codeco dénommée « Alliance pour la libération du Congo », basée à Ezekere, a multiplié depuis une semaine des exactions dans les localités lacustres et sur l'axe Bunia-Kasenyi.

L'armée et les Mai-Mai Mazembe s'affrontent de nouveau à Lubero. Cette nouvelle attaque des Fardec contre les Mai-Mai Mazembe de feu Kitete a été lancée tôt le matin de ce dimanche à Kanzana. D'après l'administrateur du territoire tous les miliciens qui occupaient cette zone de la côte ouest du lac Edouard sont mis en déroute par les FARDC et leur leader autoproclamé, Shetani, est en fuite. Il avance un bilan provisoire d'un Mai-Mai tué et de deux autres capturés. Les campements de ces miliciens ont été aussi détruits, poursuit la même source.

Lomami : marche de protestation contre la présence des bovins à Lubao. « L'objet de notre marche, c'est le départ immédiat des éleveurs Rwandais du territoire de Lubao. Puisque les vaches ont ravagé, nous sommes dans les crises. Et ces gens ils vivent grâce à l'agriculture, mais au moment où je vous parle les vaches sont là, plusieurs vaches. Elles peuvent atteindre 1000 à 2000. »

Bandundu : la société civile condamne la crise à l'assemblée provinciale. Placide Mukwa, vice premier président de la société civile du Kwilu, demande au bureau de l'assemblée provinciale de tout faire pour que les plénières se tiennent. Pour lui, il est inconcevable que ces élus gagnent l'argent du pays, mais ils ne veulent pas travailler ; alors qu'il y a trente-quatre matières à traiter en trois mois. La plénière prévue jeudi 22 octobre à l'assemblée provinciale du Kwilu n'a pas eu lieu, faute de quorum requis. Sur les 48 députés qui composent cette assemblée, seuls 20 étaient présents à la plénière. A cet effet, un groupe des députés de l'opposition accuse le bureau de l'assemblée provinciale d'avoir demandé aux autres députés de sécher les plénières.

Consultations en RDC : Felix Tshisekedi veut « faire basculer la balance de son côté ». « La réaction du Président (Tshisekedi) est la suite logique de ce qu'il a fait en organisant au Palais du peuple, siège du Parlement, la prestation de serment des trois juges qu'il avait nommés. C'est le choc frontal pour évaluer les forces et faire basculer la balance de son côté, après un recours à la légitimité populaire que lui donneraient ces consultations qu'il va organiser dès lundi, selon ses dires », a affirmé Philo Makiese, présidente de l'organisation Le Congo mérite mieux (CMM). Selon elle, Felix Tshisekedi était coincé dans une alliance avec des anciens adversaires, « presque ennemis, qui n'ont jamais eu l'intention de le laisser réussir quoi que ce soit. Mais là, on a l'impression de revenir au schéma de sortie de crise proposé naguère par Martin Fayulu, tout au moins aux accords de Genval. Car il s'agira pour lui de se refaire une santé politique en nouant de nouvelles

alliances politiques en dehors du FCC, avec lequel la rupture est totale aujourd'hui. La question majeure ici est de savoir qu'a-t-il à donner aux autres, pour qu'ils le suivent, après ce qui s'est passé à Genval ? Qui vise-t-il réellement pour constituer cette union sacrée qu'il appelle ? Les forces en présence aujourd'hui qu'il pourrait espérer recruter sont ses anciens amis de Lamuka, qui ne lui donneront pas carte blanche, et les déçus du FCC comme Bahati, qui a déjà opéré un rapprochement et d'autres qui sont encore un pied au FCC, un autre dehors. Le combat qui l'attend est aussi au niveau de la Ceni, des réformes constitutionnelles, etc. »

Lundi 26 octobre.

Le collectif contre la vie chère exhorte le chef de l'Etat à s'impliquer pour l'électricité en RDC. « Le collectif contre la vie chère et pour la défense des droits des consommateurs en RDC, déplore la situation de la déserte en électricité ce dernier temps à Kinshasa. La population Kinois, est victime de la mauvaise déserte en électricité par des coupures intempestives, des délestages qui s'érigent en régime, des factures exagérées, non équivalentes à la consommation, sans oublier la cartographie discriminatoire en déserte dont sont victimes certains quartiers et provinces dans notre pays, en violation de l'article 58 de la constitution. Est-ce un problème de la mauvaise foi, de manque des ressources ou de moyens ? », s'est interrogé le président du collectif contre la vie chère et pour la défense des droits des consommateurs, Jean-Pierre Kayembe.

Plaidoyer pour la participation de Vital Kamerhe en homme libre aux consultations initiées par Félix Tshisekedi. « Nous avons constaté que Vital Kamerhe est victime d'un procès politique et non judiciaire. C'est pourquoi, nous demandons au Président de la République de profiter des consultations qu'il entame cette semaine, pour résoudre politiquement, une fois pour toutes, le dossier dont est victime, son directeur de cabinet », a affirmé Caius Matata. Il pense aussi qu'en tant que pacificateur, Vital Kamerhe « a la manière de mettre toutes les parties ensemble. »

Kwilu : le FPI finance 167 000 USD pour les travaux de l'étude de faisabilité de l'électrification à Kenge. Le Fond de promotion de l'industrie (FPI) vient de financer la ville de Kenge, dans la province de Bandundu, avec un montant de 167 000 USD pour commencer les travaux des études de faisabilité pour l'électrification de cette ville, a indiqué Léopold Kangulumba, gouverneur a.i. du Kwango.

Beni : les prestataires de santé suspendent leur grève à Oicha. Le porte-parole de l'intersyndicale des prestataires de santé d'Oicha, Dr Dieudonné Nzemengo Kasereka, précise que la suspension de cette grève est d'une durée de deux mois en attendant une réponse définitive à tous leurs revendications. Les grévistes réclamaient notamment la sécurité du personnel soignant et des structures de santé souvent visées par des attaques des groupes armés.

Tentative d'évasion à la prison d'Isiro : un détenu abattu par un policier de garde. Selon le directeur de cette maison carcérale, ce prévenu poursuivi pour association des malfaiteurs a profité de l'ouverture de la porte principale de la prison afin de faire entrer la nourriture pour s'évader. Malgré les coups de sommation tirés, il n'a pas obtempéré. C'est ainsi, a-t-il indiqué, que la police l'a abattu.

Beni : la journée ville morte décrétée par « La Veranda Mutsanga » non respectée. Les écoles, banques, maisons de télécommunications, boutiques, magasins et autres, ont ouvert et fonctionnent normalement. Ce groupe de pression avait appelé la population à observer cette journée pour dénoncer l'attaque de la prison de Kangbaya qui a occasionné la fuite des prisonniers dont des ADF dont le procès devait commencer ce lundi. La Veranda Mutsanga parle de complicité probable au sein de l'armée.

Le vice-Gouverneur du Sud-Ubangi dément la présence des caches d'armes à Budjala. Le vice-gouverneur a indiqué que les allégations sur des réseaux sociaux seraient publiées par 4 députés membres d'un même parti politique. Il a, en outre, invité la population au calme et à la cohésion sociale, en vue du développement du Sud-Ubangi. En revanche, il a instruit les services de sécurité à vite dénicher les auteurs qui chercheraient ainsi à déstabiliser la province.

Congo-Central: 102 enfants frappés par la malnutrition dans un orphelinat à Tshela. Selon la promotrice de cet orphelinat, l'établissement éprouve d'énormes difficultés dans les temps qui courent pour subvenir aux besoins de ces orphelins. Pour nourrir ces enfants, l'orphelinat recourt à l'agriculture manuelle. Mais suite au dérèglement climatique, les pluies deviennent irrégulières. Ce qui fait que l'activité agricole n'est plus rentable. Dans le souci de préserver la vie de ces enfants, elle sollicite une aide urgente composée non seulement d'argent, mais aussi des vivres et non vivres.

Affrontements des jeunes Hutu et Nande à Kiwanja : 2 morts et plusieurs blessés D'après plusieurs sources locales, tout serait partie du phénomène de kidnapping. Pour combattre ce fléau qui provoque l'insécurité, des tueries et rançons des populations, les jeunes de Kiwanja se sont constitués en patrouilleurs dans les champs et agglomérations. C'est le recours de

ces patrouilles qui sème une confusion entre les jeunes. Ils ne se font pas confiance et se suspectent mutuellement d'où les incidents du dimanche qui ont fait deux morts et 3 blessés par armes blanches entre les jeunes Nandé et Hutu.

Effondrement du pont Kasai : «une catastrophe», selon le gouverneur Dieudonné Pieme. «Sur le plan économique, c'est pratiquement le point de jonction entre l'Est et l'Ouest de la République. Kananga ne pourra plus être approvisionné par véhicule à partir de Kinshasa. Mbuji-Mayi, la même chose», explique le gouverneur du Kasai. Pour lui ce pont qui a été sollicité «de manière intensive ces derniers mois», associée à la vétusté de cet ouvrage- construit avant l'indépendance du pays- a contribué à l'effondrement du pont. Le gouverneur du Kasai annonce quelques mesures d'urgence : «Nous avons de manière urgente décidé de prendre un bac qui était destiné à la cité de Kamonia pour le jeter sur la rivière afin de permettre que les véhicules du tonnage correspondant puissent traverser. S'agissant des personnes, le gouvernement provincial a décidé de mettre en place d'une embarcation de 200 personnes pour organiser les traversées.» Les opérateurs économiques redoutent d'énormes manque-à-gagner. Ils sont contraints de recourir au système D pour faire passer leurs marchandises d'une rive à l'autre de cette rivière qui sépare Tshikapa en deux.

Ituri : une vingtaine de morts dans des affrontements entre l'armée et la milice Codeco. Plus de vingt miliciens et quatre militaires congolais ont été tués dans des affrontements qui ont opposé depuis samedi 24 octobre dernier, l'armée congolaise aux miliciens de la faction ALC de la Codeco dans les escarpements du Mont Bleu, dans la région d'Ezekere. L'armée avec l'appui de la Monusco a réussi à récupérer quatre localités qui étaient occupées par les groupes armés. Lundi 26 octobre matin, des combats ont repris du côté de Zumbe entre les deux parties. Des sources militaires affirment que l'armée cherche à démanteler un autre groupe d'assaillants qui cherche à se réorganiser dans cette zone.

La CASC demande à Felix Tshisekedi de convoquer « un dialogue global et inclusif ». Le Collectif d'actions de la société civile (CASC) estime que la crise en RDC est multiforme et multisectorielle et ne peut pas être résolue, à travers seulement des consultations annoncées par Felix Tshisekedi. Tout en saluant cette initiative, le CASC a demandé lundi 26 octobre à Kinshasa au chef de l'Etat de convoquer après ses consultations, un dialogue global et inclusif, à l'issue duquel sortira un projet commun de société pour développer le pays. La démarche du CASC vise à aborder le problème de la RDC dans sa globalité. « La crise n'est pas que politique, elle est aussi sociale et c'est la plus grande crise. Elle est également morale, parce que s'il y a aujourd'hui la corruption et tout le reste, c'est parce que cette dimension de la crise n'est pas prise en compte dans n'importe quels pourparlers. Il faut justement qu'il y ait un dialogue qui prendrait en compte toutes ces crises possibles, parce qu'on en a des diverses formes ».

Mardi 27 octobre.

Le ministre de l'Urbanisme Pius Muabilu suspendu du regroupement politique AA/a, membre du FCC. Dans une déclaration publiée lundi 26 octobre, un groupe mené Joseph Kokonyagi et Geneviève Inagosi, deux autres députés AA/a ont annoncé la suspension préventive de leur autorité morale Pius Muabilu. Ils lui reprochent d'avoir désobéi au mot d'ordre du Front commun pour le Congo de boycotter la cérémonie de prestation de serment des trois nouveaux juges de la Cour constitutionnelle. En attendant l'issue de cette action disciplinaire, la conférence des présidents du regroupement politique AA/a désigné Joseph Kokonyangi comme président intérimaire, en remplacement de Mme Marie Nyange, elle aussi suspendue. Geneviève Inagosi est quant à elle désignée membre de la conférence des présidents du FCC. Mais le porte-parole du regroupement AA/a, Adubangu Nkoy, a salué la présence du ministre de l'Urbanisme, Pius Muabilu à cette cérémonie. Selon lui, « L'action que le ministre a posée est républicaine, basée sur une éthique politique. Sa présence dans cette cérémonie [de prestation des trois juges] est un acte d'un homme d'Etat que tout le monde devrait copier. » Il indique que Pius Muabilu demeure l'autorité morale de notre regroupement AA/a, qui regroupe 20 députés.

Ituri : 36 présumés bandits armés arrêtés à Bunia. Ils ont été arrêtés pendant les patrouilles de la police. Ces personnes sont poursuivies pour vol qualifié et vol à mains armées, association de malfaiteurs, crime de guerre, terrorisme et participation au mouvement insurrectionnel. Le porte-parole de la police en Ituri, le capitaine Roger Tibasima indique que ces malfrats seront déférés devant leurs juges pour l'instruction de leur dossier.

Difficiles conditions des déplacés de Bijombo : près de 5 000 enfants n'ont pas accès aux soins de santé. Ce n'est pas un camp de réfugiés proprement dit mais c'est un site de déplacés internes. Beaucoup sont venus du territoire de Fizi, pour s'ajouter à ceux de plusieurs localités de Bijombo dans le territoire d'Uvira. A ce jour, 1 029 hommes et 1 186 femmes avec 4 971 enfants vivent ici aux abords du camp des Casques bleus de la Monusco de Bijombo. Sur ce site ils manquent de tout. Presque pas de nourriture pas d'accès aux soins de santé. Plus de dix femmes accouchent sur ce site chaque mois. Environ 60 cas de malnutrition avec 13 décès sont enregistrés au cours des trois derniers mois. Les enfants ne vont pas à l'école

depuis une année. Les jeunes filles d'environ 15 ans, avec panier au dos grimpent la montagne à la recherche du bois de chauffe.

Kongolo : le torchon brûle entre les infirmiers et le médecin chef de zone de santé de Mbulula. Les infirmiers de la zone de santé de Mbulula, à 60 km de Kongolo, dans la province du Tanganyika, accusent le Médecin Chef de cette zone de mauvaise gestion. Pour sa part, le Médecin Chef de zone de santé, accusé de mauvaise gouvernance et de détournement de fonds destinés aux infirmiers, indique attendre la présence d'une Commission de contrôle pour tirer les choses au clair. La zone de santé de Mbulula compte 21 infirmiers actifs et signataires de la lettre de revendications.

Beni : les étudiants de l'UOS estiment que l'apport des Nations Unies est considérable sur le plan éducationnel. Le président du comité étudiant de l'Université Officielle de Semuliki (UOS), souligne qu'il faut continuer à améliorer le système pour que l'éducation en RDC réponde au standard international. « Le pays souffre d'un problème d'infrastructure. On a besoin de bâtiments. On a également besoin d'équipements. Avec l'évolution de la technologie, il faudra en quelque sorte numériser l'enseignement et adapter l'enseignement à l'évolution de la technologie. Ça c'est un besoin énorme. Et je crois qu'avec cet apport, si on y arrive, l'enseignement du Congo sera à un niveau de standard international. », a-t-il indiqué.

Lomami : un aéronef atterri à Wikong, 50 ans après. Le premier vol de la compagnie Sauterelle a atterri vendredi 23 octobre en provenance de Kinshasa, via Tshikapa. D'après le député national, Anaclet Kalimu Songo, le début du trafic aérien est le résultat des démarches entreprises par les jeunes et appuyées par les députés nationaux ressortissants de ce coin, après la conférence sur le développement de la province de Lomami, tenue récemment à Kabinda.

Kasaï-Central : le gouvernement remet des kits de prévention contre Covid-19 à la prison centrale de Kananga. Cette remise s'inscrit dans le cadre du projet d'appui pour le maintien d'accès à la prévention de la tuberculose, du VIH et de Covid-19. Ce programme bénéficie de l'appui logistique et financier du PNUD. Ce don est constitué entre autres des lavemains, des solutions hydro-alcooliques, des désinfectants, des thermo flashes et des cache-nez.

Kwilu : la société civile de Bulungu dénonce une justice "de la loi du plus fort" en matière des conflits fonciers. Le président de la société civile du territoire de Bulungu, a fait savoir que la justice à ce niveau n'est pas juste en matière des conflits fonciers. Cette justice applique la loi du plus fort et donne des forêts à qui en a les moyens, défavorisant certains propriétaires moins nantis. Il demande l'implication du chef de l'Etat pour qu'il ait une justice équitable dans cette région.

Sud-Kivu : 2 morts lors de la pluie à Bukavu. L'une a été emportée avec son kiosque par les eaux de pluie et un enfant de 4 ans, a succombé suite à l'écroulement d'un mur de l'habitation. Dans le territoire de Walungu, un homme qui gardait son troupeau a été foudroyé avec ses deux vaches à Ciriri.

Evasion à la prison de Beni : le procès assassinat Dr Muzoko reporté à une date ultérieure. Le début du procès de l'assassinat du Camerounais, Dr Richard Muzoko, consultant OMS, a été reporté à une date ultérieure. Le lieutenant-colonel, Vingi Kulanda, premier président de la cour militaire opérationnelle du Nord-Kivu, indique que ce report est lié notamment à l'évasion des prisonniers de Kangbaya à Beni. D'après lui, la majorité des prévenus serait parmi les évadés. Le président de la société civile de Butembo estime que la justice militaire devrait organiser le procès, malgré ces évadés : "Même si on continue à rechercher les personnes qui se sont évadées qui pourraient y être impliquées ou au moins de fixer le sort de celles qui ne se sont pas évadées qui sont disponibles et qui croient fermement à leur innocence".

Le FCC se dit disposé à appliquer la cohabitation en cas de rupture de la coalition avec le CACH. Dans son adresse à la nation, le Chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, avait laissé entendre qu'aucun engagement politique, de quelque nature que ce soit ne pourra primer sur les prérogatives constitutionnelles et sur l'intérêt supérieur du peuple congolais. Il avait aussi épinglé quelques blocages que connaît la coalition FCC-CACH et a annoncé les consultations de toutes les couches pour créer une union sacrée de la République. Les lieux et les modalités du déroulement de ces consultations ne sont pas encore connus. Cette annonce a bougé les lignes dans plusieurs états-majors des partis et regroupements politiques. Au FCC, des rencontres stratégiques se multiplient. Lundi 26 octobre, Joseph Kabila a réuni à Kingakati les responsables de tous les regroupements politiques membres de la plateforme. Joseph Kabila va également rencontrer tous les députés et sénateurs membres du FCC afin de les fidéliser, renseigne une autre source. Du côté CACH, on estime que les consultations avaient déjà eu lieu dans l'informel avant même l'annonce du chef de l'Etat. Le camp de LAMUKA multiplie aussi des réunions stratégiques.

Evasion à la prison de Beni : les enquêteurs retracent les faits pour mieux comprendre. Les premiers éléments de l'enquête, selon des sources judiciaires, montrent que la prison centrale de Kangbayi de Beni a été attaquée entre 3h45' et 5h20' minutes. Un fait troublant : Les assaillants s'étaient servis d'un groupe électrogène pour alimenter en courant électrique une meuleuse qu'ils ont utilisée pour couper les cadenas des deux portes de la prison. L'attaque a duré environ 1h20' jusqu'à l'évasion de plus d'un millier de détenus parmi lesquels des combattants ADF et Maï-Maï, sans aucune intervention, ni réaction des militaires et policiers commis à la garde de cette prison centrale. Bien que la région de Beni soit sur-militarisé d'au moins 20 000 hommes, durant l'attaque, aucun renfort de l'armée ou de la police n'a été envoyé sur les lieux pour la riposte. Les assaillants ont donc eu le temps de faire ce qu'ils avaient à faire, sans être inquiétés avant de repartir.

Résurgence du choléra au Kasai-Oriental : 71 cas dont 6 décès en 7 jours. D'après Dr Bonheur Tshiteku, l'épidémie touche actuellement les zones rurales de Tshitenge et Kasansa en territoire de Tshilenge. Tandis que sur la ville de Mbuji-Mayi, la zone de Muya est celle la plus touchée. Le Chef de division provinciale de la santé a indiqué que « ce sont les conditions de prise en charge qui nous posent des problèmes. L'installation des points SRO (endroit de réhydratation ou de prise en charge) et aussi la désinfection des ménages touchés et c'est ce que nous manquons ».

Ituri : les casques bleus de la Monusco engagés au front aux côtés des Fardc, pour mettre hors d'état de nuire les miliciens de la Codeco à la périphérie de Bunia. Une autre équipe des soldats de la paix est déployée à l'entrée de la ville pour empêcher l'incursion de ces assaillants en vue de protéger les civils. Cela après l'attaque des assaillants de la Codeco contre deux positions des Fardc vers Dele, à 7 km de Bunia. En outre, un hélicoptère armé de la Monusco survole presque chaque jour la zone pour dissuader l'incursion de ces rebelles dans la ville. Cette présence des casques bleus a encouragé des nombreux habitants des localités de Dele et Fichama à regagner leurs milieux. Par ailleurs, des éléments de la police de la MONUSCO organisent des patrouilles autour des camps de déplacés à Bunia pour rassurer ces personnes qui sont déjà traumatisées par les exactions de la milice Codeco.

Ituri : les combats se poursuivent entre Fardc et Codeco à Ngwala, dans le secteur de Walendu Tatsi. Selon des sources militaires, l'armée est en opération de ratissage dans cette zone où les miliciens qui ont été délogés de leur bastion d'Ezekere se sont retranchés en prenant comme bouclier la population locale. D'après la même source, les forces loyalistes cherchent à libérer cette population composée essentiellement des femmes et des enfants.

Une usine de production de la chaux ouverte à Likasi. La grande cimenterie du Katanga a lancé à Likasi sa production de la chaux, une matière qui est utilisée dans la production minière. « L'objectif est de fournir la matière première, qui est la chaux, au secteur des mines ; parce que chaque année plus de 300. 000 tonnes de chaux étaient importées. Et ça occasionnait des sorties des devises vers l'extérieur pour finalement affaiblir l'économie locale », a expliqué Julien Paluku, qui annonçait aussi qu'une deuxième usine va produire du ciment sur place à Likasi.

Meurtre des experts de l'ONU : le chef milicien Mputu contredit Manga au sujet des mèches de cheveux. Lors de l'audience du mardi 20 octobre, Vincent Manga avait assuré que les mèches de cheveux retrouvées dans ses effets lors de son arrestation en mars 2018 provenaient en fait de Jean Bosco Mukanda, un autre prévenu, qui les avait remises en sa présence au chef milicien Trésor Mputu pour l'élaboration d'un fétiche. Des faits qui, selon lui, se sont déroulés en mai 2017, deux mois après l'exécution de Zaida Catalan et Michael Sharp. Invités à comparaître comme renseignant ce mardi devant la cour militaire, Trésor Mputu nie les affirmations de Manga. Mais l'accusation ne croit pas non plus au récit de Manga. Pour elle, au mois de mai 2017, Jean-Bosco Mukanda était en détention à l'auditorat militaire. Ce qui rend peu probable la fameuse rencontre entre Mputu, Manga et Mukanda autour du féticheur.

Mbandaka : le Syeco lève son mouvement de grève. Selon le secrétaire provincial du Syndicat des enseignants du Congo/Equateur, les enseignants ont accueilli avec joie le dernier discours à la nation du Président de la République, qui « a décidé de s'investir totalement pour l'éducation des enfants congolais. » Les enseignants ont alors décidé de reprendre la craie, « Mais, qu'on fasse vite pour payer les NU, le 2e et le 3e palier. Lorsque vous savez que ventre affamé n'a point d'oreille... » a-t-il insisté.

Mercredi 28 octobre.

Tensions à Sake à l'arrivée de l'aide humanitaire envoyée par Felix Tshisekedi. Selon la société civile, des coups de feu ont été tirés par la police pour disperser les manifestants du village Rutoboko, à 3 km de Sake. Ceux-ci n'ont pas fléchi devant les sommations des policiers. Ils accusent les autorités locales d'avoir détourné une partie de l'assistance humanitaire acheminée, par le ministre des Affaires humanitaires, Steve Mbikayi. Ce don du chef de l'Etat congolais était destiné aux

sinistrés de récentes inondations dans le groupement Kamuronza. Pour manifester leur mécontentement, certains jeunes de Rutoboko, Sake et Kimoka ont barricadé mardi matin l'axe Sake-Masisi. Même si la distribution proprement dite n'est pas encore effectuée, déjà, selon quelques indiscretions, chaque famille pourrait bénéficier uniquement de 5 tôles, 5 chevrons et 5 planches pour la construction de leurs maisons détruites par la pluie diluvienne, alors que cette assistance est composée de tôles, planches, sacs de maïs, bidons d'huile végétale, clous, habits, etc.

Sud-Kivu : toutes les écoles détruites pendant les conflits intercommunautaires à Bijombo. Les principales écoles primaires du groupement de Bijombo sont : EP Tumaini, Ep Hodary, Ep Chakira, Ep 2 Bijombo, Ep Ruvette et Ep Kanangananga. Du côté écoles secondaires le groupement de Bijombo avait l, Institut Gloria, Institut de Bijombo, Institut de la source, Institut Karege et Institut Murambi. A ce jour, tous ces établissements scolaires n'existent que de nom. En cette fin du mois d'octobre 2020, aucun enfant du groupement de Bijombo n'est scolarisé, toutes les écoles ayant été vandalisées.

Rutshuru : les femmes dénoncent l'instrumentalisation des communautés locales pour des fins politiques. Ces femmes ont pointé du doigt certains députés élus du coin, comme étant des tireurs de ficelles. "Nous avons demandé au vice-gouverneur de transmettre notre message au parlement concernant les députés élus de Rutshuru. Qu'ils nous aident à leur prodiguer des conseils, afin qu'ils puissent donner des messages qui construisent et non pour détruire et diviser les communautés locales (...) Nous demandons qu'il y ait une commission qui réunira autour d'une même table ces députés de Rutshuru. Une autre recommandation est adressée au général qui vient d'arriver. Nous lui demandons de traquer tous les groupes armés et de renforcer certaines positions surtout au quartier Mabungo Kachemu ", a indiqué l'une d'elles, Kasereka Maambi. Des violences ont éclaté dimanche 25 octobre entre les jeunes Nande et Hutu, dans un quartier de Kiwanja.

Des experts sur les questions électorales ont élaboré un cahier des charges à présenter lors des consultations politiques. Selon le Secrétaire de la plate-forme Agir pour des élections transparentes et apaisées ce cahier des charges sera remis lors des consultations politiques au Président de la République en vue de sauver le processus électoral de 2023 en danger. Il propose notamment l'identification de la population et des électeurs dans une année afin de nettoyer le fichier électoral.

Tshopo : les enseignants membres du Syeco lèvent la grève décrétée dans les écoles publiques. Les enseignants membres du Syeco justifient la reprise de leurs activités par des raisons humanitaires : « 8 mois que les enfants sont à la maison, vraiment ça commence à être de trop. Nous allons continuer mais les enfants ont des déficits de l'année passée. Si nous continuons ça va faire quoi ? Vraiment nous avons estimé que nous sommes en train de tuer les enfants, on suspend, on voit comment les négociations auront lieu ». Du côté des enseignants membres des écoles conventionnées protestantes, la grève doit se poursuivre jusqu'au 14 novembre prochain puisque le gouvernement n'a honoré que partiellement leurs revendications.

Nord-Kivu : l'assemblée provinciale rejette la proposition de l'Edit sur la protection de la femme enceinte et du nouveau-né. La majorité des députés réunis en plénière ont décidé de rejeter cette proposition pour plusieurs motifs, notamment le manque d'un budget pour y parvenir, mais aussi, ont-ils déclaré, cette matière relèverait du gouvernement central. Ce qui a suscité l'indignation d'une centaine des femmes des associations qui étaient rassemblées devant la salle, avec des calicots et autres messages pour soutenir cette proposition d'édit. Les associations féminines du Nord-Kivu ont promis de continuer la lutte jusqu'à arracher cette cause qui est un droit pour la femme en générale.

Le député Muhindo Nzangi demande l'annulation de l'acte d'installation du bourgmestre de Minembwe. Le député national de Beni pense que le ministre de la Décentralisation, Azarias Ruberwa est tombé dans un conflit d'intérêt en utilisant l'affaire Minembwe pour ses propres intérêts. « Dans une interview accordée à Jeune Afrique, le ministre a affirmé que s'il est démontré qu'il y a eu conflit d'intérêt, il va démissionner. Or, je viens de vous le démontrer et je crois qu'il va tirer les conséquences en démissionnant de lui-même ».

Kindu : situation tendue dans la commune Alunguli après qu'un commando ait tué une fille par balle. Selon le président de la société de cette commune, le militaire, en état d'ivresse, voulait monter par force sur la moto. Au refus du conducteur, le militaire a tiré une balle sur le motard. Mais malheureusement, la balle a fini sa course dans la tête de la pauvre fille. 5 autres personnes sont grièvement blessées. Un procès est ouvert à charge de l'auteur du crime.

Les premières consultations pourraient démarrer avant samedi 31 octobre. Felix Tshisekedi avait promis dans son adresse à la nation le vendredi 23 octobre dernier qu'il prendra langue avec les leaders politiques représentatifs. Il s'agira pour lui d'obtenir une « union sacrée de la nation », selon ses propres termes, tout en restant dans le cadre des institutions et

dans l'objectif de la mise en œuvre de sa vision à la tête du pays. D'après certaines indiscretions, le travail en amont avait déjà été amorcé. Des pourparlers seraient même avancés avec certains ténors de la politique congolaise.

Nord-Kivu : 8 personnes tuées par des hommes armés non identifiés à Katoro. Selon la société civile, ces hommes ont d'abord tué par balle et par machette 6 personnes d'une même famille, les 2 parents et leurs 4 enfants, tandis que dans des maisons voisines, ils ont tué 2 autres personnes et en ont blessé 2 autres avant de disparaître dans la nature. Ces tueries interviennent deux jours après l'accrochage, de dimanche dernier, entre les jeunes des communautés Hutu et Nande, qui avait fait au moins 6 morts près de Rutshuru centre.

Journée ville morte à Beni : les jeunes ont érigé des barricades sur plusieurs avenues. La journée ville morte décrétée par le groupe de pression la « Veranda Mutsanga » s'est transformée ce mercredi 28 octobre par des manifestations spontanées des jeunes qui ont érigé des barricades sur plusieurs avenues et rues de certains quartiers de la commune de Mulekera, considérée comme bastion de « La veranda Mutsanga ». Ce groupe de pression a appelé à une série de journées « ville morte », à partir de ce mercredi pour protester contre l'attaque et l'évasion d'un millier de détenus de la prison centrale de Kangbwayi, et exiger ainsi la démission du comité urbain de sécurité.

Ituri : 12 miliciens de la Codeco tués par les Fardc à Mont bleu. Selon le porte-parole des Fardc en Ituri, ce chiffre porte à plus de 30 morts du côté de cette milice depuis l'offensive lancée vendredi 23 octobre par l'armée. Les forces loyalistes poursuivent ces hommes armés pour libérer de nombreux habitants qui sont utilisés comme boucliers humains. Les affrontements entre les Fardc et la faction de la Codeco se déroulent actuellement aux environs des localités de Wala et Ezekere vers les escarpements du Mont Bleu. Des militaires engagés au front et appuyés par des hélicoptères de l'armée sont en train de traquer ces assaillants. Pour le moment, la stratégie de l'armée est d'isoler ces assaillants pour les neutraliser.

Kasaï-Oriental : des jeunes barricadent toutes les voies d'accès de l'Assemblée provinciale. Certains d'entre eux manifestent, pour perturber l'examen des matières inscrites à l'ordre du jour. Parmi ces matières figurent la motion de défiance contre le gouverneur de province déposée depuis lundi 26 octobre, par cinq députés provinciaux. Ces élus du peuple reprochent à l'autorité provinciale, d'avoir détourné les deniers publics, l'absence de vision et de leadership, la lenteur administrative dans le traitement des dossiers et interventions urgentes abandonnant ses responsabilités.

Bukavu : la gratuité de l'enseignement de base mise à mal avec le retour du paiement de la prime. Plusieurs écoles de la ville de Bukavu se sont convenues avec les comités des parents du paiement de la prime de motivation aux enseignants de l'école primaire. Cela en dépit de la gratuité de l'enseignement de base annoncée par le Chef de l'Etat. Le montant de cette prime varie d'une école à une autre, entre 30 et 60 USD à déboursier par élève et par trimestre. Le directeur de la province éducationnelle Sud-Kivu 1, Yoy Bokete, fustige de tels arrangements qui vont à l'encontre des dispositions légales. Il a également promis de sanctionner conformément à la loi les chefs d'établissements qui exigeraient le paiement de la prime.

Nord-Kivu : une personne tuée lors d'un braquage des véhicules à Musienene. Une personne a été tuée par balle dans la nuit de mardi 27 octobre lors d'un braquage de deux véhicules par des inconnus à Musienene, en territoire de Lubero. C'est précisément à une dizaine de kilomètres à l'entrée Sud de la ville de Butembo.

Lubumbashi : début de la campagne de réparation gratuite des fustiles obstétricales, à la polyclinique Beniker, au quartier Kinsevere. Ces femmes viennent de plusieurs coins de la province. Parmi elles se trouvent des mineures prises en charge gratuitement par cette polyclinique en partenariat avec le Fonds de Nations Unies pour la Population (UNFPA). Pour le médecin directeur de cette polyclinique, cette campagne a, entre autre but, de soulager et redonner du sourire et de la dignité à ces femmes qui sont l'objet du rejet par la société à cause de leur pathologie.

La Monusco recourt aux drones pour détecter les évadés de Beni. David Gressly est arrivé à Beni au lendemain de l'évasion massive des détenus et parle d'une situation préoccupante : « Nous avons lancé nos drones le matin de cette évasion - moi-même j'ai été contacté ici à Goma pour cette autorisation. Ils ont survolé toute la zone concernée et détecté plusieurs échappés (...) Je crois que jusqu'à maintenant, parmi ces évadés, il y a plus de trois cents qui ont été capturés. » Les drones pourraient aussi être utilisés pour traquer les groupes armés. « C'est le nouveau système maintenant », a-t-il affirmé.

Tanganyika : lancement du projet de planification conjointe HCR-UNFPA-FAO pour consolider la paix entre Twa et Bantou. L'activité qui regroupe tous les acteurs humanitaires est organisée en collaboration avec les autorités provinciales sous la coordination de la Monusco, dans un atelier de planification de trois jours. Depuis 2017, la province du

Tanganyika a connu une série d'urgences humanitaires liées aux conflits intercommunautaires et la présence de groupes armés. Les efforts des autorités provinciales, des communautés locales et l'appui technique constant des différents acteurs humanitaires ont permis de stabiliser la région. Le Tanganyika bénéficie à nouveau du Fonds pour la consolidation de la paix dans une planification conjointe HCR-UNFPA-FAO pour un coût de 3 millions de dollars américains pour une période de 18 mois.

Jeudi 29 octobre.

La RDC et les Etats-Unis signent un accord de coopération militaire. Cet accord a comme objectif fondamental la redynamisation de la coopération militaire entre les Etats-Unis et la RDC. Pour l'ambassadeur américain en RDC, son pays apporte, un soutien militaire afin d'éradiquer les groupes armés qui sèment la terreur dans l'Est du territoire congolais.

COVID-19 : le budget de la RDC réduit de moitié. Le budget de la RDC pour l'exercice 2020, initialement adopté à plus de 10 milliards de USD a été réduit à 5 milliards par le gouvernement congolais. Le projet de loi rectificative du budget 2020 a été examiné mercredi 28 octobre à l'Assemblée nationale. Dans sa présentation, le vice-premier ministre et ministre du Budget, a expliqué la revue à la baisse du budget national par notamment la crise sanitaire due à la pandémie au Coronavirus.

Le CNC reste dans le FCC et réaffirme sa loyauté à Pius Muabilu dans l'AA/A. Tout en saluant son attitude d'homme d'Etat pour avoir participé à la prestation de serment des juges de la Cour Constitutionnelle, le CNC qui dit demeurer encore dans le FCC réaffirme sa loyauté à son autorité morale Pius Muabilu. Dans une déclaration faite lundi 26 octobre, un groupe des membres du regroupement AA/A composé notamment des députés Joseph Koko Nyangi et Geneviève Inagosi, avait décidé de suspendre le président du Regroupement Pius Muabilu, reproché d'avoir participé à la prestation de serment des trois juges de la Cour Constitutionnelle.

Ituri : 120 000 déplacés en détresse à Komanda. Plus de 12 000 déplacés qui ont fui les récentes attaques des miliciens de la Force Patriotique et Intégrationnistes du Congo (FPIC) à Irumu-centre vivent dans des conditions déplorables dans leurs milieux de refuge notamment à Komanda, dans la chefferie de Basili; à Bavi dans la chefferie de Walendu bindi et aussi à Mambasa. Ces personnes ont été accueillies dans des familles d'accueil. D'autres passent la nuit à la belle étoile. Les enfants qui sont exposés aux intempéries tombent malade.

Beni : le maire appelle les agents municipaux à travailler pour la sécurisation de la population. Plusieurs cas de conflits fonciers sont enregistrés depuis un certain temps dans certains quartiers et communes de la ville de Beni. L'autorité urbaine, Modeste Bakwanamaha, a interpellé les agents de l'Etat de cesser d'alimenter ces conflits. « Nous devons nous rassurer que nous sommes en train de bien rendre service à la communauté puisque nous sommes là au service de cette population. Plus nous servons mal, plus il y a des retombées, et les victimes ce sont nos administrés. Il y a certaines failles qui méritent d'être relevés dans le chef de certains collaborateurs. Nous ne devons pas être à la base par exemple des conflits fonciers, nous ne devons pas alimenter les conflits sur terrain », a-t-il indiqué.

Kindu : la population vulnérable de Ferekeni recevra désormais des soins de santé gratuits. Lors du lancement officiel de ce projet le 27 octobre à Kindu, Dr Mamy Nyemba de la coordination de l'agence d'exécution a fait savoir que ce projet a pour objectif de contribuer à la réduction de la surmortalité et à la sur morbidité liées au manque d'accès aux services des soins de santé primaire. Il promet l'accompagnement du gouvernement provincial à ce projet financé à hauteur de 150 000 USD.

Kasaï-Oriental : l'ANR et la PNC interrompent la plénière de l'assemblée provinciale. Le responsable de l'agence nationale des renseignements (ANR) et du commissaire provincial de la police nationale congolaise (PNC) ont fait savoir au Président de l'assemblée d'arrêter les travaux et de se rendre à Kinshasa où il est attendu d'urgence avec le Vice-gouverneur et gouverneur de province intérimaire. Après un entretien de courte durée entre le président de l'Assemblée provinciale, le Directeur de l'ANR et le Commissaire provincial de la PNC, la plénière a été suspendue sans annoncer une date de reprise des travaux. Cependant sur les 4 points inscrits à l'ordre du jour, deux ont été traitées. Le troisième qui concerne l'examen du rapport de l'enquête parlementaire n'a été traité que partiellement, laissant tout le monde sur la soif. Le point qui crée l'agitation sur la ville est le quatrième. Il concerne la motion de défiance contre le gouverneur de province. C'est depuis lundi 26 octobre que cinq députés membres des groupes parlementaires UDPS, FCC et RDT ont déposé cette motion de défiance contre le gouverneur de province. Ces élus du peuple reprochent à l'autorité provinciale, d'avoir détourné les deniers publics. Il l'accuse de l'absence de vision et de leadership, ainsi que de la lenteur administrative dans le traitement des dossiers et des interventions urgentes abandonnant ses responsabilités.

Beni : un officier supérieur des Fardc disparaît avec une grosse somme d'argent destinée à la paie des militaires. Selon des sources militaires, c'est dans la nuit de mardi à mercredi 28 octobre qu'il s'est volatilisé avec au moins une somme de 85.573 USD. Cet argent retiré la veille dans l'une des banques de la place était destiné au paiement de la solde des militaires du 2103^e régiment des Fardc. Depuis trois jours cet officier Fardc est introuvable et aurait pris une destination inconnue.

Nord-Kivu : 18 morts dans une attaque des ADF à Bayeti. Les autorités locales avancent le chiffre de 18 personnes majoritairement des cultivateurs, qui ont été tuées par ces rebelles de l'ADF, mais aussi des maisons ainsi que des églises incendiées. Cette situation a provoqué ce jeudi matin, un déplacement massif de la population dans la région. Les uns prennent la direction d'Ocha et les autres se dirigent vers les localités voisines dans la province de l'Ituri.

Evasion à la prison de Beni : une femme présumée complice arrêtée. Selon des sources proches des enquêteurs commis à ce dossier, c'est dans la maison de cette femme, résidente au quartier Benengule, que le groupe électrogène et la meuleuse qui ont servi à casser les cadenas des deux portes de la prison ont été gardés. Les enquêteurs de la justice militaire suspectent aussi que la planification de l'attaque de la prison a été organisée dans cette maison.

Kisangani : 11 militants de la Lucha interpellés puis relâchés. Mais bien avant, ils ont été entendus sur procès-verbal au commandement urbain de la police. Ce dernier les a interpellés au moment où ils s'apprêtaient à organiser une marche pour exiger la démission du président de l'Assemblée provinciale.

Lualaba : le gouverneur Muyej appelle les acteurs politiques à la tolérance. Les leaders religieux, les acteurs politiques et les leaders d'opinion de Kolwezi, dans le Lualaba, ont été appelés à privilégier le vouloir vivre ensemble au détriment de ce qui divise. Ce message leur a été lancé par le gouverneur du Lualaba, Richard Muyej, faisant suite aux différentes prises des positions des uns et des autres depuis la dernière adresse du chef de l'Etat à la nation. Par la même occasion, Richard Muyej a invité les associations et les confessions religieuses d'éviter de politiser les débats. Pour lui, les associations doivent privilégier la culture et que la politique doit se faire au sein des partis politiques. "Au niveau des partis politiques c'est l'éducation civique, c'est encadrer les militants éviter les actions qui susceptibles d'occasionner des dérapages. (...) Dans nos églises, nous laissons nos idéologies politiques, nous laissons nos coutumes, là c'est la bible, c'est le coran et c'est plutôt le message d'amour et privilégier le rapprochement", a-t-il rappelé.

Sud-Kivu : la MONUSCO demande aux communautés de hauts plateaux à cohabiter dans la paix Selon le représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations unies, David Macklanklan Kar, lors de la visite mercredi aux déplacés internes de Bijombo, en territoire d'Uvira. "Nous devons aussi trouver des solutions peut-être à faciliter le dialogue entre les parties au conflit et aussi à créer des conditions dans lesquelles ces personnes peuvent rentrer chez eux. Mais, je crois que ces gens doivent comprendre que c'est impossible de continuer des violences et il faut vivre ensemble ils sont tous Congolais".

Le Symeco dénonce une mafia entretenue autour de la paie de prime de risque. Le Secrétaire général du Syndicat des Médecins de la RDC (SYMECO, Dr Juvénal Muanda, dénonce : « Il y a scandale autour de la paie de prime de risque professionnel perçue par des non-médecins. Le SYMECO vient de rappeler à l'opinion publique que depuis sa création, il a toujours dénoncé des nombreuses irrégularités qui entourent la paie de la prime de risque professionnel des médecins et qui sont essentiellement constituées d'une grande falsification des grades de paie, des doublons, des déserteurs, des faussaires et des fictifs. Ces irrégularités sont entretenues par un grand réseau maffieux au sein duquel opèrent certains animateurs des syndicats, des cadres et agents de l'administration publique et des bandes payeuses », avant de poursuivre « Nous demandons formellement à ce jour au Gouvernement de tout mettre en œuvre non seulement pour assainir tous les fichiers de paie des médecins des services publics de l'Etat et surtout pour rétablir les responsabilités de ces fraudes massives et entreprendre en conséquence les réformes utiles pour une gestion saine et orthodoxe des ressources humaines de la santé.»

Les enseignants de la province éducationnel Kwilu 3 à Idiofa en grève. Selon le président de l'intersyndical des enseignants de ce coin, Gilbert Empom, ces derniers avaient commencé bel et bien le travail depuis la rentrée scolaire, en date du 12 octobre, mais dès que le listing est sorti, les nouvelles unités ne sont toujours pas mécanisées. Cette situation les a poussés à aller en grève.

Kisangani : le concours d'admission à l'Ecole nationale des finances sera organisé dimanche. Selon le chef de la délégation du ministère de finances, Eric Katele, les critères d'inscription et d'admission à l'ENAF ont drastiquement changé:

« Premier critère: il faut être agent d'abord des Finances ou agent de Budget ou encore de régies financières. Lorsqu'on parle de régies financières, on voit la Direction générale des douanes et accises, nous avons la DGI, nous avons la DGRAD et aussi la Direction des recettes provinciales. Deuxième critère: il faut avoir au maximum 40 ans et un diplôme de graduat. Lorsque vous remplissez ces critères, vous pouvez vous dire éligible et aussi être autorisé par votre hiérarchie. Cette année, il y a quand même un changement puisque on a fixé les critères bien avant. Maintenant, c'est plus le système de quota parce que l'année passée, il y avait un problème de quota selon la participation mais cette fois-ci il n'y aura pas de quota. Maintenant, il faut réussir, c'est-à-dire par ordre d'arrivée »

Nord-Kivu : le gouvernement provincial pointe certains leaders politiques comme instigateurs de la crise sécuritaire à Rutshuru. "Les premiers éléments d'enquête renseignent que les groupes armés et les politiciens en mal de positionnement seraient à l'origine de ce réveil des tensions. Cependant, le conseil invite la population à la tolérance pour consolider l'esprit de cohésion dans la contrée", a indiqué le ministre Sebishimbo Jean-Bosco, lisant le compte-rendu de la réunion extraordinaire. Un des membres du caucus des députés provinciaux élus dans le Rutshuru, Hope Sabini, pour sa part, estime qu'il faut une enquête pour déterminer les responsabilités dans ce dossier. Par ailleurs, le Baraza intercommunautaire a annoncé le projet d'un dialogue communautaire, à Rutshuru pour décrire la situation sécuritaire et interethnique.

Journée ville morte à Beni : 14 personnes interpellées. Quatorze personnes interpellées, aussi quelques élèves et responsables des écoles ont été blessés lors des manifestations de la « Veranda Mutsanga » mercredi 28 octobre à Beni. Ce groupe dit de pression protestait contre l'attaque et l'évasion d'un millier des détenus de la prison centrale de Kangbaya. Selon le chargé de la communication de la police à Beni, les manifestants interpellés sont poursuivis pour trouble à l'ordre public, rébellion et coups et blessures volontaires pour s'être attaqué à certaines écoles de la ville.

Kasai : les mèches de cheveux et le carnet retrouvés sur Vincent Manga appartiendraient «vraisemblablement» à l'un des deux experts tués. Dès le début de l'audience, le ministère public s'intéresse une nouvelle fois aux effets retrouvés sur Vincent Manga lors de son arrestation en mars 2018. Des mèches de cheveux et un carnet font partie des objets trouvés sur le prévenu. Face aux dénégations du prévenu, le général Muwau demande alors à Vincent Manga de dire à la cour auprès de qui il a obtenu ces objets. Au sujet des mèches de cheveux, le prévenu reprend le récit relaté lors des deux précédentes audiences, où il affirmait que c'est Jean Bosco Mukanda qui les lui avait remises en présence de Trésor Mputu au mois de mai 2017. En ce qui concerne le carnet retrouvé sur lui, Manga soutient l'avoir acheté auprès de Kabongo Gérard qu'il présente lui-même comme étant l'un des leaders de la milice de Moyo Musuila, où les experts avaient été tués. Selon lui, dans ce carnet étaient mentionnées des formules pour l'élaboration des fétiches.

Affaire Chebeya : nouvelle plainte contre le général John Numbi. Au cours d'une conférence de presse animée à Kinshasa, les avocats des parties civiles, les veuves de ces deux anciens militants des droits de l'homme ainsi que la FIDH, qui intervenaient de l'étranger par visioconférence, ont invité la justice congolaise, non seulement à rouvrir le procès, mais aussi à arrêter John Numbi et faciliter le retour sécurisé au pays d'un des témoins clés, le policier fugitif Paul Mwilambwe. Aussi, ont-ils insisté pour que soit déféré le policier Christian Ngoy Kenga Kenga devant la Haute Cour militaire. Selon les parties civiles, la détention de ce policier à la prison militaire de Ndolo constitue un atout majeur pour ce procès. L'avocat Peter Ngomo explique que la plainte est portée « contre le général John Numbi parce que Christian a été condamné ici, mais John Numbi l'a gardé en secret à Lubumbashi. Christian a étudié à Lubumbashi. Il n'était pas seul, il était avec les autres policiers qui avaient fui jusque-là. ». Selon le collectif des avocats Paul Mwilambwe « est le seul qui peut mettre Christian chaos, parce qu'il a vécu avec lui. Il connaît tout ce que Christian a commis comme crimes et autre, surtout le jour où Chebeya a été appréhendé à l'Inspection générale de la police. Donc, Paul Mwilambwe est un élément clé pour nous ».

Vendredi 30 octobre.

Kongo-Central : manque d'écoles dans certains villages du secteur de Lufu. Le chef du secteur de Lufu, indique que sa juridiction n'a presque pas d'écoles, notamment dans les villages Lungu, Kiwelo, et Kionzo, situés dans le groupement Vivi. La plupart d'enfants qui ont pourtant atteint l'âge de débiter l'école primaire accompagnent tous les jours leurs mères aux champs. C'est souvent à l'âge de 9 ans que ces enfants prennent pour la première fois le chemin de l'école, a-t-il indiqué.

Haut-Uele : des véhicules bloqués suite à la dégradation de la route Dungu-Isiro. La société civile du territoire de Dungu, dans la province du Haut-Uélé, s'inquiète du blocage d'une trentaine de véhicules à 4 Km de la cité de Dungu, depuis une semaine. Cela à cause de l'existence de trois grands bourbiers qui ne permettent pas à ces engins de progresser jusqu'à leur destination.

Sud-Kivu : suite à l'insécurité, le retour des déplacés de Bijombo à Fizi devient hypothétique. La plupart des déplacés internes de Bijombo sont maintenant favorables pour leur retour sécurisé dans leurs milieux respectifs. C'est notamment

ceux des localités du territoire de Fizi au-delà de la rivière Elila. Mais cette zone de Chakira-Kamombo-Kangwe est sous contrôle d'un groupe armé communautaire basé à Nyamara. Leur chef de guerre, un ex officier des Fardc devenu rebelle, conditionne le retour des déplacés dans la zone sous son contrôle. Ce rebelle s'oppose à tout déplacement de l'armée régulière, même des casques bleus de la Monusco dans cette zone.

"My Gold Rev" scellée par le Parquet général près la Cour d'appel de Kinshasa/Matete. Face à cette situation, de nombreux clients qui ont l'habitude d'y mener leurs opérations d'investissement et de retrait d'argent sont dans l'inquiétude.. Parmi ces personnes des commerçants, des taximen motos et même des étudiants. D'autres, par contre, se montrent confiants. Eux ne font pas le déplacement à Limete, assurant qu'en ligne tout marche encore bien : "Ça ne nous inquiète pas du tout. Le bureau est virtuel. L'investissement se fait en ligne. Le site continue de fonctionner bien que Limete soit scellée » Profitant de cette opportunité, certains comme le groupe Héros et Aurore trading prévoient, moyennant 10 000 FC, d'organiser dès le 1er novembre, des formations pour ceux qui ne maîtrisent pas le système.

Bukavu : journée d'échange sur la promotion et la défense des droits de la jeune fille en lien avec le Coronavirus. Le thème développé tout au long de cette journée d'échange avec quelques filles de Bukavu est "Les filles ont des droits. Défendons-les pendant et après Covid-19". Selon le Spécialiste en genre au CRS, les filles ont été les plus vulnérables pendant le confinement dû au Covid-19, et qu'il faut avoir un œil particulier sur leur encadrement afin que leurs droits soient portés à la connaissance de tous. Cette activité s'est déroulée simultanément à Bukavu et à Kabare, Kalehe et Walungu.

Butembo : le parc Virunga qualifie de diffamatoires les accusations de détournement portées par l'ONG "Impunité Zéro". Le parc souligne que « les déclarations portées par l'organisation Impunité Zéro, dont la direction du parc ignorait l'existence jusqu'à la publication d'un article de presse récent, et les études qu'elle prétend avoir menées n'ont jamais été présentées au parc. Ces affirmations ne sont basées sur aucun fait vérifiable ». Ce manquement flagrant aux règles élémentaires de recherche, souligne le communiqué, tend à accréditer une intention délibérée de nuire, avant de souligner que la direction du parc se réserve le droit de saisir les instances judiciaires pour qu'une enquête sérieuse soit menée, afin de mettre à jour les motivations sous-jacentes à cette campagne de diffamation. Cette réaction intervient à la suite d'une déclaration faite mercredi 28 octobre à la presse de Butembo, par l'ONG "Impunité Zéro" accusant les gestionnaires du Parc National de Virunga de détournement de plus de 70 000 000 USD destinés à la gestion du parc et à l'accompagnement des populations riveraines. Yannick Kaluila, conseiller juridique de cette organisation, a affirmé que ces fonds ne sont pas utilisés à bon escient. Ils sont plutôt orientés dans des entreprises privées, créées et gérées par les mêmes gestionnaires du parc, au détriment de l'entreprise publique de l'Etat.

Tanganyika : sit-in des chefs des localités à Kongolo pour exiger le départ du chef de Bena-Vuvu. Ils accusent ce dernier de mauvaise gouvernance. Ce sit-in a contraint l'Administrateur de territoire de Kongolo à dépêcher l'Administrateur assistant en charge des affaires coutumières au Chef-lieu de lieu de la Chefferie de Bena Kuvu se trouvant à Kilubi. La Chefferie de Bena-Kuvu compte 57 villages.

Butembo : deux positions des Fardc attaquées par des miliciens. Selon le maire de ville, Sylvain Kanyamanda, ces miliciens munis d'armes blanches qui ont investi cette position militaire, située dans le quartier Kyaghala en commune de Bulengera, ont poignardé deux militaires Fardc dans la soirée du jeudi. Alertés, d'autres militaires ont répliqué par des coups de feu. Un assaillant touché est mort sur place. Les autres ont directement pris fuite abandonnant le corps de leur compagnon.

Dans l'après-midi du même jeudi, un autre groupe d'hommes armés des fusils a attaqué une position de péage route de Butuhe.

Le budget 2021 déposé à l'assemblée nationale. Ce projet de budget déposé par le premier ministre est de l'ordre de 6,9 milliards de dollars américains. Ce budget qui connaît une régression de près de 50% par rapport celui voté en décembre 2019 s'avère réaliste, selon le chef du Gouvernement. Pour Sylvestre Ilunga, ce budget a été travaillé en concertation avec les partenaires de la RDC dont le fonds monétaire international.

Ituri : le déplacement des assaillants de Codeco à Walendu Tatsi inquiète la population. Selon la société civile de Bahema Nord, ces miliciens en débandade ont fui les opérations militaires contre leur position aux escarpements de Mont Bleu depuis le week-end dernier. Des combats qui ont abouti au démantèlement de leur bastion de Bedu-Ezekere. Ces assaillants dont la plupart sont porteurs d'armes à feu et blanches sont visibles sur la route de Katoto qui mène vers Kparangaza jusqu'à Uzi. Ils y exigent de l'argent à tout passant et profèrent des menaces en cas de résistance. Le Porte-

parole de l'armée en Ituri, pour sa part, a affirmé que les Farde sont en état d'alerte pour intervenir en cas de perturbation de l'ordre public.

Insécurité alimentaire : le Kasai-Central parmi les 4 provinces les plus touchées. Le Kasai-Central connaît une crise alimentaire chronique depuis de nombreuses années déjà. Plusieurs causes structurelles expliquent cette situation : parmi elles, les faibles superficies cultivées, la pauvreté du sol et la difficulté des paysans de se procurer en outils aratoire et en semences de bonne qualité. Cette année, à ces problèmes se sont ajoutées d'autres difficultés : les mesures prises pour limiter la propagation du Coronavirus et la dépréciation du franc congolais.

Des tests de Covid-19 désormais obligatoires à l'arrivée des vols internationaux à l'aéroport de Ndjili. Tous les voyageurs des vols internationaux seront désormais soumis aux prélèvements pour le test de Covid-19, à leur débarquement à l'aéroport international de Ndjili à Kinshasa. A leur débarquement, les voyageurs devront déboursier, dès samedi 31 octobre, un montant de 45 USD à l'arrivée et 30 USD à la sortie du territoire national.

Consultations nationales : Faustin Munene prêt à rentrer en RDC pour apporter son expertise. « Le parti politique, Convention du peuple pour le progrès et la démocratie (CPPD) appuie totalement le Chef de l'Etat dans sa noble initiative et sa nouvelle orientation. Elle est disposée à cette union sacrée afin de participer à la vision du Chef de l'Etat pour un devenir meilleur de notre chère patrie », a affirmé son secrétaire général adjoint. **Les consultations nationales débutent le 2 novembre.** Il s'agira pour le Président Tshisekedi d'obtenir une « union sacrée de la nation », selon ses propres termes, tout en restant dans le cadre des institutions et dans l'objectif de la mise en œuvre de sa vision à la tête du pays. **Les consultations nationales ne devraient pas aboutir au partage du pouvoir.** La Société civile, Forces Vives de la RDC recommande au Chef de l'Etat que les consultations qu'il a initiées se fassent sur des questions socio-économiques et sécuritaires et non sur le partage du pouvoir.

Samedi 31 octobre.

Le projet de budget 2021 « est réaliste », affirme Sylvestre Ilunga. « Nous avons présenté un projet de budget réaliste, comme l'exige la loi, en équilibres, recettes et dépenses. Et il s'analyse en termes de 6,9 milliards USD. Nous nous engageons, une fois voté à ce que nous puissions le réaliser conformément à la loi qui sera promulguée », a déclaré le Premier ministre. Sylvestre Ilunga a indiqué que le projet de budget 2021 connaît une régression de 23,2%, mais présente une progression par rapport au projet de budget rectifié. Initialement adopté à plus de 10 milliards USD, le budget 2020 a été réduit à 5 milliards par le gouvernement congolais. Cette réduction de budget est notamment une conséquence de la crise sanitaire due à la pandémie du Coronavirus, avait alors expliqué le vice-premier ministre et ministre de Budget devant les députés.

Nord-Kivu : les institutions de microfinance appelées à renforcer la confiance des épargnants. Selon le Directeur général de SMICO/RDC, une institution des microfinances, la population ne fait plus confiance aux coopératives d'épargne, à cause notamment de leurs mauvaises gestions qui les conduit très souvent en faillite. Il invite la population à reprendre la culture de l'épargne, indiquant qu'il y a des institutions qui commencent à publier leurs rapports annuels, chaque année, pour rassurer davantage la population. Il affirme que la Banque centrale du Congo (BCC) a renforcé les instructions qui constituent des garde-fous. « Epargner en RDC pour mon avenir ; Oui c'est possible », c'est le thème retenu cette année par la BCC.

Des avancées enregistrées dans la participation des femmes dans les prises des décisions. La RDC a enregistré quelques avancées dans la réalisation de la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU, notamment dans son axe de la participation de la femme à la prise des décisions et la résolution des conflits. « S'agissant des institutions judiciaires, les femmes sont présentes et la dernière promue siège parmi les 9 juges de la Cour constitutionnelle. Au Conseil d'Etat, les femmes sont représentées à hauteur de 16%, et siègent dans les Cours et tribunaux, et Parquets, à tous les niveaux, y compris la Cour de cassation », a détaillé la ministre d'Etat et ministre du Genre, Famille et Enfant. Elle fait remarquer qu'au sein de l'armée, 8 femmes sont officiers généraux, 172 femmes sont officiers supérieurs et la police compte 3 femmes commissaires divisionnaires adjoints, 27 sont commissaires supérieurs principaux, et 31 commissaires supérieurs ainsi que 41 femmes commissaires supérieurs adjointes.

Mai-Ndombe : plus de 400 000 enfants attendus à la deuxième phase de la vaccination contre la poliomyélite. Quatre cent huit mille cent soixante-six (408 166) enfants de 0 à 59 mois sont attendus pour la deuxième phase de la vaccination contre la poliomyélite à travers les 14 zones de santé que compte cette province. Cette deuxième phase de la campagne de

riposte a débuté jeudi 29 octobre. Elle va prendre fin le dimanche 1er novembre 2020. 14 cas de paralysie flasque aigue ont été notifiés lors de la phase une de cette campagne qui a eu lieu du 14 au 17 octobre dans l'ensemble de la province.

Beni : des présumés rebelles ADF tuent 4 civils à Bayeti. Ce énième assassinat intervient un jour seulement après celui de la veille, où 19 autres civils ont péri, se désolé la société civile locale. Selon la société civile locale, les quatre civils tués sont ceux qui fuiraient l'insécurité dans la localité de Bayeti pour se rendre à la commune rurale d'Oicha. C'est en cours de route dans la forêt qu'ils sont tombés dans l'embuscade de ces rebelles. La situation reste confuse dans la région, des déplacements massifs de la population sont signalés vers les zones sécurisées.

Kwilu : le chef de terre Yansi organise une cérémonie traditionnelle pour lutter contre l'insécurité. « J'ai organisé le cérémonie de purification de cette de Bandundu parce que la terre est complètement délabrée. Les jeunes gens, les mamans, les papas ne respectent plus la loi par exemple les Kuluna tuent, les kuluna volent, les kuluna détruisent ce qui est implanté et alors ça révolte les gens », a-t-il fait savoir. Il a appelé la population de Bandundu en particulier et les jeunes à respecter les coutumes et les lois du pays. Il a également invité la classe politique et toute la population au respect des autorités établies, notamment le Chef de l'Etat, en vue de reconstruire la République.

Beni : 17 morts dans une attaque armée des présumés ADF à Lisasa. A en croire les témoignages du chef de la localité de Kalunguta, c'est aux environs de 22 h que des hommes en armes identifiés comme des ADF ont fait incursion dans la localité Lisasa à Kalunguta. Ils ont tué au moins 17 personnes avant de piller le centre de santé où des médicaments, les biens des malades ainsi que plusieurs effets médicaux ont été emportés. Des malades, garde-malades ainsi que certains infirmiers de garde sont toujours portés disparus. Certaines maisons aux environs de ce centre de santé ont été également incendiées. Ces assaillants ont également vandalisé la paroisse catholique du secteur de Lisasa. Deux personnes, notamment une femme et un homme y ont été tués.



www.africafundacion.org

África
Fundación
SUR
conecta con África

África
Fundación
SUR
conecta con África

África
Fundación
SUR
conecta con África

África
Fundación
SUR
conecta con África

África
Fundación
SUR
conecta con África

África
Fundación
SUR
conecta con África

informaci[ÓN] [ON]
 ilusi[ÓN]
 difusi[ÓN]
 concienciaci[ÓN]
 pasi[ÓN]